

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2000 — 1708

[C — 2000/27299]

**23 JUIN 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.e.P), notamment l'article 3, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1983, fixant les valeurs limites et les valeurs guides de qualité atmosphérique pour l'anhydride sulfureux et les particules en suspension;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1984, concernant une valeur limite pour le plomb contenu dans l'atmosphère;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 décembre 1991, fixant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 1994;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la Commission européenne a adressé un avis motivé en date du 8 février 2000, pour non communication des mesures internes de transposition de la directive 96/62 visée ci-dessous; que le délai de réponse fixé par la Commission européenne expirait le 8 avril 2000; que passé ce délai, la Commission ne manquera pas de saisir la Cour de Justice des Communautés européennes très rapidement pour non-transposition de cette directive; qu'il importe donc d'éviter cette saisine et d'adopter le plus rapidement possible l'arrêté assurant la transposition;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté royal du 13 décembre 1966 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires chargés des prélèvements, analyses, essais et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.

Considérant la directive 96/62/CE du Conseil du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant,

Considérant la directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

*CHAPITRE Ier. — Objectifs et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objectif d'organiser l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant en vue de :

- 1° définir et fixer des objectifs concernant la qualité de l'air ambiant afin d'éviter de prévenir ou de réduire les effets nocifs pour la santé humaine et pour l'environnement dans son ensemble;
- 2° évaluer la qualité de l'air ambiant sur la base de méthodes et de critères communs aux Etats membres;
- 3° disposer d'informations adéquates sur la qualité de l'air ambiant et à faire en sorte que le public en soit informé, entre autres par des seuils d'alerte;
- 4° maintenir la qualité de l'air ambiant, lorsqu'elle est bonne, et l'améliorer dans les autres cas.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° air ambiant : l'air extérieur de la troposphère, à l'exclusion des lieux de travail;
- 2° polluant : toute substance introduite directement ou indirectement par l'homme dans l'air ambiant et susceptible d'avoir des effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble;
- 3° niveau : la concentration d'un polluant dans l'air ambiant ou son dépôt sur les surfaces en un temps donné;
- 4° évaluation : toute méthode utilisée pour mesurer, calculer, prévoir ou estimer le niveau d'un polluant dans l'air ambiant;
- 5° valeur limite : un niveau fixé sur la base de connaissances scientifiques à atteindre, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble. Ce niveau une fois atteint ne peut être dépassé;
- 6° valeur cible : un niveau inférieur à la valeur limite fixé dans le but d'éviter davantage à long terme des effets différés nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble. Ce niveau doit être atteint dans la mesure du possible à l'issue d'une période donnée;
- 7° seuil d'alerte : un niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine et à partir duquel des mesures sont prises immédiatement conformément au présent arrêté;
- 8° marge de dépassement : le pourcentage de la valeur limite dont cette valeur peut être dépassée dans les conditions fixées par le présent arrêté;
- 9° zone : une partie de la Région délimitée par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

10° agglomération : une zone caractérisée par une concentration de population supérieure à 250.000 habitants ou, lorsque la concentration de population est inférieure ou égale à 250.000 habitants, une zone caractérisée par une densité d'habitants au kilomètre carré qui justifie pour le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;

11° oxydes d'azote : la somme du monoxyde d'azote et du dioxyde d'azote, additionnés en parties par billion et exprimés en dioxyde d'azote en microgrammes par mètre cube;

12° PM10 : les particules passant dans un orifice d'entrée calibré avec un rendement de séparation de 50 % pour un diamètre aérodynamique de 10µm;

13° PM2,5 : les particules passant dans un orifice d'entrée calibré avec un rendement de séparation de 50 % pour un diamètre aérodynamique de 2,5µm;

14° seuil d'évaluation maximal : un niveau spécifié à l'annexe II en dessous duquel une combinaison de mesures et de techniques de modélisation peut être employée pour évaluer la qualité de l'air ambiant conformément à l'article 6 du présent arrêté;

15° seuil d'évaluation minimal : un niveau spécifié à l'annexe II en dessous duquel seules les techniques de modélisation ou d'estimation objective peuvent être employées pour évaluer la qualité de l'air ambiant conformément à l'article 6 du présent arrêté;

16° événement naturel : les éruptions volcaniques, les activités sismiques, les activités géothermiques, les feux de terres non cultivées, les vents violents ou la resuspension atmosphérique ou le transport de particules naturelles provenant de régions désertiques;

17° mesures fixes : des mesures prises conformément à l'article 6 du présent arrêté.

18° dispositifs de mesure : méthodes, appareils, réseaux, et laboratoires utilisés pour la mesure dans l'air ambiant des polluants visés dans le présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — Généralités.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions agrée les dispositifs de mesure utilisés en Région wallonne.

1° lorsque leur usage est requis en vertu du présent arrêté;

2° lorsque leur usage est imposé par une autorisation d'exploitation accordée conformément à l'article 1<sup>er</sup> du Règlement général pour la Protection du Travail;

3° lorsque les résultats obtenus suite à l'utilisation de ceux-ci font l'objet d'une diffusion ou d'un usage public.

La Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement :

1° contrôle la qualité de l'air ambiant;

2° détermine à cet effet les emplacements de mesure, les programmes d'action et de mesure, et l'exploitation des données relatives à la qualité de l'air ambiant;

3° réalise les inventaires sur les émissions atmosphériques et évalue l'évolution prévisible des émissions atmosphériques;

4° rédige le rapport d'évaluation des dispositifs de mesure en vue de leur agrément par le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions et sur base de l'enquête technique réalisée par l'ISSeP

5° rédige un rapport annuel sur la surveillance de l'air ambiant. A défaut d'existence de mesures représentatives des niveaux de pollution dans toutes les zones et agglomérations procède à des campagnes de mesures représentatives, d'enquête ou d'évaluation de façon à disposer de ces données en temps utile pour vérifier le respect des valeurs limites.

L'institut scientifique de service public :

1° assure le fonctionnement des réseaux de mesure de la qualité de l'air ambiant;

2° assure la qualité de la mesure effectuée par les dispositifs de mesure en vérifiant le respect de cette qualité par ces dispositifs, notamment par des contrôles de qualité internes, conformément, entre autres, aux exigences des normes européennes en matière d'assurance de la qualité;

3° réalise l'analyse des méthodes d'évaluation ainsi que l'enquête technique préalable

à l'agrément des dispositifs de mesure.

#### CHAPITRE III. — Détermination des objectifs de qualité de l'air ambiant

**Art. 4.** Dans l'attente de la détermination, au niveau européen, de la fixation de valeurs limites pour les particules fines telles que les suies, l'ozone, le benzène, le monoxyde de carbone, les hydrocarbures polycycliques aromatiques, le cadmium, l'arsenic, le nickel et le mercure, l'évaluation et la gestion de l'air ambiant porte sur les polluants atmosphériques suivants :

1° l'anhydride sulfureux;

2° le dioxyde d'azote;

3° les particules en suspension, y compris PM10;

4° le plomb.

La valeur limite, la marge de dépassement, et le cas échéant, le seuil d'alerte ou la valeur cible, sont fixés conformément aux annexes VII à X pour chaque polluant susvisé.

La valeur limite peut être assortie d'une marge de dépassement. La marge de dépassement temporaire de la valeur limite permet de tenir compte des niveaux effectifs d'un polluant déterminé ainsi que des délais nécessaires pour mettre en oeuvre les mesures visant à améliorer la qualité de l'air ambiant.

Cette marge se réduit au fur et à mesure de la mise en application des conditions d'exploitation sectorielles relatives à chaque polluant afin d'atteindre la valeur limite au plus tard à la fin du délai déterminé lors de la fixation de cette valeur.

#### CHAPITRE IV. — Détermination de zones et d'agglomérations

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions arrête la liste des zones et agglomérations visées aux articles 2, 9° et 10°.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions désigne des zones dans lesquelles il y a dépassement des valeurs limites pour l'anhydride sulfureux au point I de l'annexe VII, du fait de ses concentrations dans l'air ambiant provenant de source naturelles. Dans ces zones ou agglomérations, la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement n'est tenue de mettre en uvre le plan d'action visé à l'article 8 du présent arrêté que si les valeurs limites fixées au point I de l'annexe VII sont dépassées à la suite d'émissions anthropiques.

Il désigne également des zones ou des agglomérations dans lesquelles il y a dépassement des valeurs limites fixées pour PM10 au point I de l'annexe IX du fait de concentrations de PM10 dans l'air ambiant provenant de la resuspension de particules provoquées par le sablage hivernal des routes.

Dans ces zones ou agglomérations, la Direction générales des ressources naturelles et de l'environnement n'est tenue de mettre en œuvre le plan d'action visé à l'article 8 du présent arrêté que si les valeurs limites fixées au point I de l'annexe IX sont dépassées en raison de niveaux de PM10 autres que ceux qui proviennent du sablage hivernal des routes.

#### CHAPITRE V. — Régime de surveillance applicable aux zones et agglomérations

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup> La qualité de l'air ambiant est évaluée sur tout le territoire de la Région wallonne conformément au présent article. Les mesures sont obligatoires dans les zones et agglomérations visées au paragraphe 2.

Les stations de mesures et autre méthodes d'évaluation sont conformes aux exigences du droit communautaire.

§ 2. Dans les agglomérations telles que définies à l'article 2, 10°, les zones où les niveaux dépassent les valeurs limites et les zones où les niveaux sont compris entre les valeurs limites et les seuils d'évaluation maximaux visés à l'annexe Ier, l'évaluation de la qualité de l'air est effectuée par mesures.

Les mesures sont effectuées à des endroits fixes, soit en continu, soit par échantillonnage aléatoire et sont suffisamment nombreuses pour permettre de déterminer les niveaux observés.

§ 3. Dans les zones où les niveaux sont inférieurs, sur une durée représentative, aux seuils d'évaluation maximaux visés à l'annexe Ier, l'évaluation de la qualité de l'air peut être effectuée par une combinaison de mesurage et de techniques de modélisation.

§ 4. Dans les zones où les niveaux sont inférieurs aux seuils d'évaluation minimaux visés à l'annexe II, l'évaluation de la qualité de l'air peut être effectuée par l'emploi des techniques de modélisation ou d'estimation objective pour évaluer les niveaux.

Les mesures peuvent être complétées par des techniques de modélisation pour fournir une information adéquate sur la qualité de l'air ambiant.

§ 5. Les critères à prendre en considération pour déterminer l'emplacement des points de prélèvement sont conformes à l'annexe II. Les emplacements des points de prélèvement sont conformes à l'annexe III.

§ 6. Les méthodes de référence pour l'échantillonnage et la mesure des polluants sont repris, pour chacun d'entre eux à l'annexe IV.

§ 7. Les objectifs de qualité des données sont repris à l'annexe V.

**Art. 7.** Le nombre minimal de points de prélèvement pour les mesures fixes de concentration à installer dans les zones où les mesures fixes constituent la seule source de données sur les concentrations est repris à l'annexe III.

Dans les zones et agglomérations dans lesquelles les renseignements fournis par les stations de mesure fixes sont complétées par des informations provenant d'autres sources, notamment des inventaires des émissions, des méthodes de mesurage indicatives et la modélisation de la qualité de l'air, le nombre de stations de mesurage fixes à installer doivent être suffisants pour permettre de déterminer les concentrations de polluants atmosphériques.

Dans les zones et agglomérations où des mesures ne sont pas à effectuer, des techniques de modélisation ou d'estimation objective peuvent être utilisées.

#### CHAPITRE VI. — Gestion de la qualité de l'air ambiant

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les zones et agglomérations visées à l'article 2, 9° et 10°, sont regroupées en fonction du respect ou non de la valeur limite.

1°. La liste I comprend les zones et agglomérations où le niveau d'au moins un polluant dépasse la valeur limite augmentée de la marge de dépassement.

2°. La liste II comprend les zones et agglomérations où le niveau d'au moins un polluant est compris entre la valeur limite et la valeur limite augmentée de la marge de dépassement;

3°. La liste III comprend les zones et agglomérations où les niveaux de tous les polluants sont inférieurs aux valeurs limites.

La classification de chaque zone ou agglomération est revue tous les cinq ans au moins, selon la procédure définie sous le point 2 de l'annexe Ier. La classification est revue plus tôt en cas de modification importante des activités ayant des incidences sur les niveaux des polluants dans l'air ambiant.

§ 2. La direction générale des ressources naturelles et de l'environnement élabore et met en œuvre un plan d'action intégré par zone ou agglomération reprise dans les listes I et II. Ce plan englobe tous les polluants en cause et doit permettre d'atteindre les valeurs limites dans les délais fixés aux annexes VII à X.

Ledit plan ou programme contient au moins les informations énumérées à l'annexe VI du présent arrêté.

§ 3. Dans les zones et agglomérations reprises dans la liste III, les niveaux des polluants sont maintenus en dessous des valeurs limites et des dispositions sont prises pour préserver la meilleure qualité de l'air ambiant compatible avec le développement durable.

§ 4. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions établit et met en œuvre en outre des plans d'action comportant les mesures à prendre à court terme en cas de risque de dépassement des valeurs limites et/ou des seuils d'alerte visés aux annexes VII à X afin de réduire le risque de dépassement et d'en limiter la durée.

**Art. 9.** Les valeurs limites et/ou les seuils d'alerte, les substances, les zones et les agglomérations ainsi que les plans visés au présent arrêté sont régulièrement réévalués en tenant compte des résultats des études médicales, épidémiologiques et environnementales et ce, au moins tous les cinq ans.

#### CHAPITRE VII. — Information

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque les seuils d'alerte sont dépassés le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions transmet, à titre provisoire, trois mois au plus tard après qu'ils ont eu lieu, les informations relatives aux niveaux enregistrés et à la durée du ou des épisodes de pollution à la Commission européenne.

§ 2. Les informations communiquées au public sont claires compréhensibles et accessibles.

Les informations concernant les concentrations ambiantes des polluants visés aux annexes VII à X sont systématiquement mises à disposition du public. Elles contiennent au moins tous les dépassements, en matière de concentration, des valeurs limites et des seuils d'alerte sur les périodes considérées visées aux annexes VII à X. Elles fournissent également une brève évaluation en ce qui concerne les valeurs limites et les seuils d'alerte et des informations appropriées relatives aux effets sur la santé.

La fréquence de mise à jour de ces informations est détaillée pour chacun des polluants concernés aux annexes VII à X. Les plans visés à l'article 8 et leurs modalités d'accès sont également communiqués au public.

Lorsque les seuils d'alerte sont dépassés, la population est également informée. La liste des détails minimaux à fournir à la population est détaillée pour chacun des polluants concernés aux annexes VII à X.

§ 3. Lorsque le niveau d'un polluant est supérieur ou risque d'être supérieur à la valeur limite augmentée de la marge de dépassement, ou, le cas échéant, au seuil d'alerte, à la suite d'une pollution significative qui a pour origine la Région wallonne, le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions, consulte les Etats membres concernés en vue de remédier à la situation.

#### CHAPITRE VIII. — *Agréments des dispositifs de mesure*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Agrément des laboratoires.*

**Art. 11.** Les laboratoires sont agréés conformément à l'arrêté royal du 13 décembre 1966 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires chargés des prélèvements, analyses, essais et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.

##### *Section 2. — Agrément des méthodes, appareils et réseaux*

**Art. 12.** L'agrément des méthodes, appareils et réseaux est accordé pour autant que les dispositifs soient conformes aux prescriptions du présent arrêté et notamment aux annexes II, III points 2 et 3, IV et V.

**Art. 13.** La demande d'agrément est adressée en trois exemplaires par pli recommandé à la poste à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Elle comporte les informations suivantes :

1° le nom et les coordonnées du demandeur;

2° le cas échéant, le nombre et l'emplacement des points de prélèvements conformément aux annexes 2 et 3;

3° les caractéristiques techniques des appareils utilisés;

4° les méthodes de mesure utilisées conformément à l'annexe 4;

5° la précision des mesures telle que définie dans le Guide pour l'expression de l'incertitude des mesures ISO 1993 ou dans la norme ISO 5725-1 -Exactitude (justesse et fidélité) des résultats et méthodes de mesure- (1994).

**Art. 14.** La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement vérifie dans les vingt jours de la réception de la demande la recevabilité de celle-ci. Elle en informe le demandeur par pli recommandé à la poste.

La demande est irrecevable si elle n'est pas adressée conformément à l'article 13 alinéa 1<sup>er</sup> et si elle ne comporte pas les informations visées à l'article 13 alinéa 2.

**Art. 15.** La Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement transmet son avis sur la demande au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions dans un délai de soixante jours à dater du jour où la demande a été jugée recevable.

Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions envoie sa décision par pli recommandé dans les nonante jours à dater du jour où la demande a été déclarée recevable.

**Art. 16.** L'agrément peut être assorti de conditions portant sur :

1° la communication à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement d'informations obtenues par l'usage des méthodes, appareils et réseaux;

2° la communication à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement des modifications apportées par l'utilisateur aux méthodes, appareils et réseaux.

**Art. 17.** L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions si les conditions d'agrément ne sont pas respectées et après avoir donné à l'utilisateur la possibilité de faire valoir ses observations.

**Art. 18.** L'agrément a une durée maximale de dix ans.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 19.** L'arrêté royal du 16 mars 1983, fixant les valeurs limites et les valeurs guides de qualité atmosphérique pour l'anhydride sulfureux et les particules en suspension est abrogé avec effet au 19 juillet 2001 à l'exception des articles 1<sup>er</sup>, 2, § 1<sup>er</sup> et 3, § 1<sup>er</sup> et les annexes I, II et III, B qui sont abrogés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'arrêté royal du 3 août 1984, concernant une valeur limite pour le plomb contenu dans l'atmosphère est abrogé avec effet au 19 juillet 2001 à l'exception des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, § 1<sup>er</sup> et § 2 et 6 qui sont abrogés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 1991, fixant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote est abrogé avec effet au 19 juillet 2001 à l'exception des articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1° et § 2, 2 et 5 et les annexes I et III, qui sont abrogés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Art. 20.** Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe I

DÉTERMINATION DES CONDITIONS NÉCESSAIRES  
À L'ÉVALUATION DES CONCENTRATIONS DANS L'AIR AMBIANT  
DANS UNE ZONE OU AGGLOMÉRATION

## 1. Seuils d'évaluation minimaux et maximaux

Les seuils d'évaluation minimaux et maximaux suivants sont applicables :

## A) ANHYDRIDE SULFUREUX

	Protection de la santé	Protection des écosystèmes
Seuil d'évaluation maximal	60 % de la valeur limite journalière. (75 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 3 fois par année civile)	60 % de la valeur limite d'hiver (12 µg/m <sup>3</sup> )
Seuil d'évaluation minimal	40 % de la valeur limite journalière (50 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 3 fois par année civile)	40 % de la valeur limite d'hiver (8 µg/m <sup>3</sup> )

## B) DIOXYDE D'AZOTE ET OXYDES D'AZOTES

	valeur limite horaire pour la protection de la santé humaine (NO <sub>2</sub> )	valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine (NO <sub>2</sub> )	valeur limite annuelle pour la protection de la végétation (NO <sub>2</sub> )
Seuil d'évaluation maximal	70 % de la valeur limite (140 µg/m <sup>3</sup> , à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile)	80 % de la valeur limite (32 µg/m <sup>3</sup> )	80 % de la valeur limite (24 µg/m <sup>3</sup> )
Seuil d'évaluation minimal	50 % de la valeur limite (100 µg/m <sup>3</sup> , à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile)	65 % de la valeur limite (26 µg/m <sup>3</sup> )	65 % de la valeur limite (19,5 µg/m <sup>3</sup> )

## C) PARTICULES

Les seuils d'évaluation maximaux et minimaux pour les PM10 sont basés sur les valeurs limites indicatives à respecter au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

	moyenne journalière	moyenne annuelle
Seuil d'évaluation maximal	60 % de la valeur limite (30 µg/m <sup>3</sup> , à ne pas dépasser plus de 7 fois par année civile)	70 % de la valeur limite (14 µg/m <sup>3</sup> )
Seuil d'évaluation minimal	40 % de la valeur limite (20 µg/m <sup>3</sup> , à ne pas dépasser plus de 7 fois par année civile)	50 % de la valeur limite (10 µg/m <sup>3</sup> )

## D) PLOMB

	Moyenne annuelle
Seuil d'évaluation maximal	70 % de la valeur limite (0,35 µg/m <sup>3</sup> )
Seuil d'évaluation minimal	50 % de la valeur limite (0,25 µg/m <sup>3</sup> )

## 2. Détermination du dépassement des seuils d'évaluation minimaux et maximaux

Le dépassement des seuils d'évaluation minimaux et maximaux est déterminé d'après les concentrations mesurées au cours des cinq dernières années, si les données disponibles sont suffisantes. On peut considérer qu'il y a eu dépassement d'un seuil d'évaluation lorsque le nombre total de dépassements de la valeur numérique de ce seuil au cours des cinq dernières années est supérieur à 3 fois le nombre de dépassements annuels autorisés.

Lorsque les données disponibles concernent moins de cinq ans, les États membres peuvent combiner des campagnes de mesure de courte durée, mises en oeuvre au moment de l'année et en des lieux susceptibles de correspondre aux plus hauts niveaux de pollution avec les résultats fournis par les inventaires des émissions et par la modélisation, afin de déterminer les dépassements des seuils d'évaluation minimaux et maximaux.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET



## Annexe II

CRITÈRES À RETENIR POUR DÉTERMINER LE NOMBRE MINIMAL DE POINTS DE PRÉLÈVEMENT  
POUR LA MESURE FIXE DES CONCENTRATIONS DE POLLUANTS DANS L'AIR AMBIANT

1. Nombre minimal de points de prélèvement nécessaires pour la mesure fixe, afin d'évaluer le respect des valeurs limites prescrites pour la protection de la santé humaine et des seuils d'alerte, dans les zones et agglomérations où la mesure fixe est la seule source d'information

## a) Sources diffuses

Population de la zone ou agglomération (en milliers)	Si les concentrations dépassent le seuil d'évaluation maximal	Si les concentrations maximales sont comprises entre le seuil d'évaluation minimal et le seuil d'évaluation maximal	Pour le SO <sub>2</sub> et le NO <sub>2</sub> dans les agglomérations où les concentrations maximales sont inférieures au seuil d'évaluation minimal
0-250	1	1	non pertinent
250-499	2	1	1
500-749	2	1	1
750-999	3	1	1
1000-1499	4	2	1
1500-1999	5	2	1
2000-2749	6	3	2
2750-3749	7	3	2
3750-4749	8	4	2
4750-5999	9	4	2
> 6 000	10	5	3
	Pour le NO <sub>2</sub> et les particules : ce nombre doit comprendre au moins une station mesurant la pollution de fond urbain et une station mesurant la pollution due à la circulation		

## b) Sources ponctuelles

Pour évaluer la pollution à proximité de sources ponctuelles, le nombre de points de prélèvement pour la mesure fixe doit être calculé en tenant compte des densités d'émission, des schémas probables de répartition de la pollution de l'air ambiant et de l'exposition potentielle de la population.

1. Nombre minimal de points de prélèvement nécessaires pour la mesure fixe, afin d'évaluer le respect des valeurs limites prescrites pour la protection des écosystèmes ou de la végétation dans les zones autres que les agglomérations.

Si les concentrations maximales sont supérieures au seuil d'évaluation maximal	Si les concentrations maximales sont comprises entre le seuil d'évaluation minimal et le seuil d'évaluation maximal
1 station pour 20 000 km <sup>2</sup>	1 station pour 40 000 km <sup>2</sup>

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe III

## EMPLACEMENT DES POINTS DE PRÉLÈVEMENT POUR LA MESURE DE POLLUANTS DANS L'AIR AMBIANT

Les considérations suivantes s'appliquent aux mesures fixes.

## 1. Macro-implantation

## a) Protection de la santé humaine

Les points de prélèvement visant à assurer la protection de la santé humaine doivent être localisés de manière à :

i) fournir des renseignements sur les endroits des zones et agglomérations concernées où s'observent les plus fortes concentrations auxquelles la population est susceptible d'être directement ou indirectement exposée pendant une période significative par rapport à la période considérée pour le calcul de la ou des valeurs limites;

ii) fournir des renseignements sur les concentrations dans d'autres endroits de ces zones et agglomérations, qui sont représentatifs du niveau d'exposition de la population générale.

D'une manière générale, l'emplacement des points de prélèvements doit être localisé de manière à éviter de mesurer les concentrations dans de très petits micro-environnements se trouvant à proximité immédiate. A titre d'orientation, un point de prélèvement devrait être placé en un lieu représentatif de la qualité de l'air dans une zone d'au moins 200 m<sup>2</sup> autour de ce point dans des lieux où est mesurée la pollution due à la circulation et de plusieurs kilomètres carrés dans des lieux urbanisés.

Les points de prélèvements devraient, dans la mesure du possible, être également représentatifs de sites similaires ne se trouvant pas à proximité immédiate.

## b) Protection des écosystèmes et de la végétation

Les points de prélèvement visant à assurer la protection des écosystèmes et de la végétation doivent être situés à plus de 20 km des agglomérations ou de 5 km d'une autre zone construite, d'une installation industrielle ou d'une autoroute. A titre indicatif, un point de prélèvement devrait être placé en un lieu représentatif de la qualité de l'air dans une zone d'au moins 1 000 km<sup>2</sup> située autour de ce point. Un point de prélèvement peut être situé à une distance plus rapprochée ou être représentatif de la qualité de l'air dans une zone moins étendue, compte tenu des conditions géographiques.

## 2. Micro-implantation

Dans la mesure du possible, les indications suivantes doivent être respectées :

— l'orifice d'entrée de la sonde de prélèvement doit être dégagé; aucun obstacle gênant l'arrivée d'air ne doit se trouver au voisinage de l'échantillonneur (il doit normalement se situer à quelques mètres de bâtiments, de balcons, d'arbres et d'autres obstacles, et à au moins 0,5 m du bâtiment le plus proche dans le cas de points de prélèvements représentatifs de la qualité de l'air à la ligne de construction),

— en règle générale, le point d'admission d'air doit être placé entre 1,5 m (zone de respiration) et 4 m au-dessus du sol. Une implantation plus élevée (jusqu'à 8 m) peut dans certains cas s'avérer nécessaire. Une implantation plus élevée peut également être appropriée si la station est représentative d'une surface étendue,

— la sonde d'entrée ne doit pas être placée à proximité immédiate de sources d'émission, afin d'éviter le prélèvement direct d'émissions non mélangées à l'air ambiant,

— l'orifice de sortie de l'échantillonneur doit être positionné de façon à éviter que l'air sortant ne recircule en direction de l'entrée de l'appareil,

— emplacement des échantillonneurs mesurant la pollution due à la circulation:

— pour tous les polluants, les points de prélèvement doivent être distants d'au moins 25 m de la limite des grands carrefours et d'au moins 4 m du centre de la voie de circulation la plus proche,

— pour le dioxyde d'azote, les entrées ne peuvent être placées à plus de 5 m de la bordure du trottoir,

— pour les particules et le plomb, les entrées doivent être placées à des endroits représentatifs de la qualité de l'air à proximité de la ligne de construction.

Les facteurs suivants peuvent également être pris en considération :

— sources susceptibles d'interférer,

— sécurité,

— accès,

— possibilités de raccordement électrique et de communications téléphoniques,

— visibilité du site par rapport à son environnement,

— sécurité du public et des techniciens,

— intérêt d'une implantation commune des points de prélèvement de polluants différents,

— exigences d'urbanisme.

## 3. Documentation et réévaluation du choix du site

Les procédures de choix du site doivent être étayées par une documentation exhaustive lors de l'étape de classification, comprenant notamment des photographies avec relevé au compas des environs et une carte détaillée. Les sites et la documentation s'y rapportant sont réévalués à intervalles réguliers, afin de vérifier que les critères de sélection restent toujours valables.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe IV

## MÉTHODES DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉVALUATION DES CONCENTRATIONS

## 1. Méthode de référence pour l'analyse de l'anhydride sulfureux

Projet de norme ISO/FDIS 10498 Air ambiant - Dosage de l'anhydride sulfureux - Méthode par fluorescence dans l'ultraviolet

Toute autre méthode peut être utilisée si il peut être prouvé qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la méthode susvisée.

## 2. Méthode de référence pour l'analyse du dioxyde d'azote et des oxydes d'azote

Norme ISO 7996 : 1985 Air ambiant - Détermination de la concentration en masse des oxydes d'azote - Méthode par chimiluminescence

Toute autre méthode peut être utilisée si il peut être prouvé qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la méthode susvisée.

## 3-A. Méthode de référence pour l'échantillonnage du plomb

La méthode de référence pour l'échantillonnage du plomb est celle décrite à l'annexe de l'arrêté royal du 3 août 1984 concernant une valeur limite pour le plomb contenu dans l'atmosphère jusqu'au moment où la valeur limite figurant à l'annexe IX du présent arrêté doit être respectée, la méthode de référence est alors celle pour les PM10, telle que définie au point IV de la présente annexe.

Toute autre méthode peut être utilisée si il peut être prouvé qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la méthode susvisée.

## 3-B. Méthode de référence pour l'analyse du plomb

ISO 9855 : 1993 Air ambiant - Dosage du plomb dans les particules d'aérosol collectées sur des filtres - Méthode Par spectrométrie d'absorption atomique

Toute autre méthode peut être utilisée si il peut être prouvé qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la méthode susvisée.

## 4. Méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure des PM10.

La méthode décrite dans la norme EN 12341 - Qualité de l'air - Procédure d'essai en grandeur réelle, visant à démontrer que les méthodes d'échantillonnage de la fraction PM10 des particules ont valeur de méthode de référence -. Le principe de la mesure est fondé sur la collecte de la fraction PM10 des particules ambiantes sur un filtre et la détermination de la masse gravimétrique.

Toute autre méthode peut être utilisée si il peut être prouvé qu'elle donne des résultats équivalents à ceux de la méthode susvisée, ou toute autre méthode dont il peut être prouvé qu'elle présente un rapport constant avec la méthode de référence. Dans ce cas, les résultats obtenus par la méthode doivent être corrigés par un facteur approprié pour produire des résultats équivalents à ceux qui auraient été obtenus en utilisant la méthode de référence.

## 5. Méthode de référence provisoire pour l'échantillonnage et la mesure des PM2,5

Toute méthode jugée appropriée peut être utilisée.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET



## Annexe V

OBJECTIFS DE QUALITÉ DES DONNÉES  
ET COMPILATION DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

## 1. Objectifs de qualité des données

A titre d'orientation pour les programmes d'assurance de la qualité, les objectifs de qualité suivants ont été définis en ce qui concerne l'exactitude requise des méthodes d'évaluation, la période minimale prise en compte et la saisie minimale de données :

	Anhydride sulfureux dioxyde d'azote et oxydes d'azote	Particules et Plomb
Mesure en continu Exactitude saisie minimale de données	15 % 90 %	25 % 90 %
Mesure indicative Exactitude saisie minimale de données Période minimale prise en compte	25 % 90 %  14 % (une mesure par semaine, au hasard, également répartie sur l'année, ou 8 semaines, également réparties sur l'année)	50 % 90 %  14 % (une mesure par semaine, au hasard, également répartie sur l'année, ou 8 semaines, également réparties sur l'année)
Modélisation Exactitude: Moyennes horaires Moyennes journalières Moyennes annuelles	50 % - 60 % 50 %  30 %	pas encore défini   50 %
Estimation objective Exactitude:	75 %	100 %

La précision des mesures est définie comme prévu dans le « Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure » - (ISO 1993), ou dans la norme ISO 5725-1 -Exactitude (justesse et fidélité) des résultats et méthodes de mesure- (1994). Les pourcentages figurant dans le tableau sont donnés pour des mesures individuelles, en moyenne sur la période considérée pour la valeur limite, pour un intervalle de confiance de 95 % (distorsion + deux fois l'écart type). Pour les mesures en continu, la précision doit être interprétée comme étant applicable dans la région de la valeur limite appropriée.

La précision pour la modélisation et l'estimation objective est définie comme l'écart maximal des niveaux de concentration mesurés et calculés, sur la période considérée pour la valeur limite, sans tenir compte de la chronologie des événements.

Les exigences en ce qui concerne la saisie minimale de données et la période minimale prise en compte ne comprennent pas les pertes de données dues à l'étalonnage régulier ou à l'entretien normal des instruments.

Par dérogation, des mesures aléatoires peuvent être effectuées au lieu de mesures en continu pour les particules et le plomb, s'il peut être prouvé que la précision concernant l'intervalle de confiance de 95 % pour ce qui est de la surveillance continue, se situe en dessous de 10 %. L'échantillonnage aléatoire doit être reparti de manière égale sur l'année.

## 2. Résultats de l'évaluation de la qualité de l'air

Les informations suivantes doivent être réunies pour les zones ou agglomérations pour lesquelles d'autres sources de renseignements complètent les données fournies par la mesure ou sont les seuls moyens d'évaluation de la qualité de l'air.

- description des activités d'évaluation effectuées,
- méthodes spécifiques utilisées, avec référence à leur description,
- sources des données et informations,
- description des résultats, y compris des incertitudes; en particulier indication de l'étendue de toute zone ou, le cas échéant, de la longueur de route au sein de la zone ou agglomération, où les concentrations dépassent la(les) valeur(s) limite(s) ou, selon le cas, la(es) valeur(s) limite(s) augmentée(s) de la (des) marge(s) de dépassement applicable et de toute zone au sein de laquelle les concentrations dépassent le seuil d'évaluation maximal ou le seuil d'évaluation minimal,
- pour les valeurs limites visant à protéger la santé humaine, population potentiellement exposée à des concentrations supérieures à la valeur limite.

Des cartes montrant la répartition des concentrations au sein de chaque zone et agglomération, seront établies si possible.

## 3. Normalisation

Pour l'anhydride sulfureux et les oxydes d'azote, l'expression du volume doit être ramenée à une température de 293 K et à une pression de 101,3 kPa.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe VI. A

INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LES PLANS INTEGRES  
PAR ZONE OU AGGLOMERATION POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR AMBIANT

## 1) Lieu du dépassement

- Région
- Ville (carte)
- Station de mesure (carte, coordonnées géographiques).

## 2) Informations générales

- Type de zone (ville, zone industrielle ou rurale)
- Estimation de la superficie polluée (en km<sup>2</sup>) et de la population exposée à la pollution
- Données climatiques utiles
- Données topographiques utiles
- Renseignements suffisants concernant le type d'éléments « cibles » de la zone concernée qui doivent être protégés.

## 3) Autorités responsables

Nom et adresse des personnes responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'amélioration.

## 4) Nature et évaluation de la pollution

Concentrations enregistrées les années précédentes (avant la mise en œuvre des mesures d'amélioration)  
Concentrations mesurées depuis le lancement du projet Techniques d'évaluation employées.

## 5) Origine de la pollution

- Liste et représentation cartographique des principales sources d'émission responsables de la pollution
- Quantité totale d'émissions provenant de ces sources (en tonnes par an)
- Renseignements sur la pollution en provenance d'autres régions.

## 6) Analyse de la situation

— Précisions concernant les facteurs responsables du dépassement (transport, en ce compris les transports transfrontaliers, conditions de formation du polluant)

— Précisions concernant les mesures envisageables pour améliorer la qualité de l'air.

## 7) Informations sur les mesures ou projets d'amélioration antérieurs à l'entrée du présent arrêté

- Mesures locales, régionales, nationales et internationales
- Effets observés de ces mesures.

8) Informations concernant les mesures ou projets visant à réduire la pollution adoptés consécutivement à l'entrée en vigueur du présent arrêté

- Liste et description de toutes les mesures prévues ou projetées
- Calendrier de mise en œuvre
- Estimation de l'amélioration de la qualité de l'air escomptée et du délai prévu pour la réalisation de ces objectifs.

## 9) Informations sur les mesures ou projets prévus ou envisagés à long terme.

## 10) Liste des publications, documents, travaux, etc complétant les informations demandées à la présente annexe.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe VI. B

INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LES PROGRAMMES LOCAUX,  
REGIONAUX OU NATIONAUX DESTINES A AMELIORER LA QUALITE DE L'AIR AMBIANT

- 1) Lieu du dépassement
    - Région
    - Ville (carte)
    - Station de mesure (carte, coordonnées géographiques)
  - 2) Informations générales
    - Type de zone (ville, zone industrielle ou rurale)
    - Estimation de la superficie polluée (en km<sup>2</sup>) et de la population exposée à la pollution
    - Données climatiques utiles
    - Données topographiques utiles
    - Renseignements suffisants concernant le type d'éléments « cibles » de la zone concernée qui doivent être protégés
  - 3) Autorités responsables

Nom et adresse des personnes responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'amélioration.
  - 4) Nature et évaluation de la pollution
    - Concentrations enregistrées les années précédentes (avant la mise en œuvre des mesures d'amélioration)
    - Concentrations mesurées depuis le lancement du projet
    - Techniques d'évaluation employées
  - 5) Origine de la pollution
    - Liste des principales sources d'émission responsables de la pollution (carte)
    - Quantité totale d'émissions provenant de ces sources (en tonnes par an)
    - Renseignements sur la pollution en provenance d'autres régions
  - 6) Analyse de la situation
    - Précisions concernant les facteurs responsables du dépassement (transport, y inclus les transports transfrontaliers, formation)
    - Précisions concernant les mesures envisageables pour améliorer la qualité de l'air
  - 7) Informations sur les mesures ou projets d'amélioration antérieurs à l'entrée en vigueur du présent arrêté
    - Mesures locales, régionales, nationales et internationales
    - Effets observés de ces mesures
  - 8) Informations concernant les mesures ou projets visant à réduire la pollution adoptés consécutivement à l'entrée en vigueur du présent arrêté
    - Liste et description de toutes les mesures prévues dans le projet
    - Calendrier de mise en œuvre
    - Estimation de l'amélioration de la qualité de l'air escomptée et du délai prévu pour la réalisation de ces objectif
  - 9) Informations sur les mesures ou projets prévus ou envisagés à long terme
  - 10) Liste des publications, documents, travaux, etc complétant les informations demandées à la présente annexe.
- Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe VII  
L'ANHYDRIDRE SULFUREUX

1. Valeurs limites pour l'anhydride sulfureux

Les valeurs limites sont exprimées en  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ . L'expression du volume doit être ramenée à une température de 293 °K et à une pression de 101,3 kPa.

	Période considérée	Valeur limite	Marge de dépassement	Date à laquelle la valeur limite doit être respectée
1. Valeur limite horaire pour la protection de la santé humaine	1 heure	350 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , à ne pas dépasser plus de 24 fois par année civile	150 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ (43 %) au 19 juillet 1999, diminuant le 1 janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	1 <sup>er</sup> janvier 2005
2. Valeur limite journalière pour la protection de la santé humaine	24 heures	125 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , à ne pas dépasser plus de 3 fois par année civile	néant	1 <sup>er</sup> janvier 2005
3. Valeur limite pour la protection des éco-systèmes	année civile et hiver (du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 mars)	20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	néant	19 juillet 2001

2. Seuil d'alerte pour l'anhydride sulfureux

500  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  relevés sur trois heures consécutives dans des lieux représentatifs de la qualité de l'air sur au moins 100  $\text{km}^2$  ou une zone ou une agglomération entière, la plus petite surface étant retenue.

3. Informations à communiquer au public en cas de dépassement du seuil d'alerte pour l'anhydride sulfureux

Les informations à communiquer au public comprennent au minimum les données suivantes :

- date, heure et lieu du dépassement et raison du dépassement, si connue;
- prévisions :
- évolution des concentrations (amélioration, stabilisation ou aggravation),
- cause de la modification prévue,
- zone géographique concernée,
- durée du dépassement,
- type de population susceptible d'être affectée par le dépassement,
- précaution à prendre par la population concernée.

4. Fréquence de mise à jour des informations

Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant sont mises à jour au moins quotidiennement, et dans le cas où cela est réalisable, les informations concernant les valeurs horaires sont mises à jour toutes les heures.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe VIII

LE DIOXYDE D'AZOTE (NO<sub>2</sub>) ET LES OXYDES D'AZOTE (NOX)

## 1. Valeurs limites pour le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote

Les valeurs limites sont exprimées en µg/m<sup>3</sup>. L'expression du volume doit être ramenée à une température de 293 °K et à une pression de 101,3 kPa.

	Période considérée	Valeur limite	Marge de dépassement	Date à laquelle la valeur limite doit être respectée
1. valeur limite horaire pour la protection de la santé humaine	1 heure	200 µg/m <sup>3</sup> NO <sub>2</sub> à ne pas dépasser plus de 18 fois par année civile	50 % au 19 juillet 1999, diminuant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois, par tranches annuelles égales pour atteindre 0 au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010
2. valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine	année civile	40 µg/m <sup>3</sup> NO <sub>2</sub>	50 % au 19 juillet 1999, diminuant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois, par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010
3. valeur limite pour la protection de la végétation	année civile	30 µg/m <sup>3</sup> NOX	néant	19 juillet 2001

## 2. Seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote

400 µg/m<sup>3</sup> relevés sur trois heures consécutives dans des lieux représentatifs de la qualité de l'air sur au moins 100 km<sup>2</sup> ou une zone ou une agglomération entière, la plus petite surface étant retenue.

3. Informations à communiquer au public en cas de dépassement du seuil d'alerte pour le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, conformément à l'article 8

Les informations à communiquer au public comprennent au minimum les données suivantes :

- date, heure et lieu du dépassement et raison du dépassement, si connue;
- prévisions :
- évolution des concentrations (amélioration, stabilisation ou aggravation),
- cause de la modification prévue,
- zone géographique concernée,
- durée du dépassement,
- type de population susceptible d'être affectée par le dépassement,
- précaution à prendre par la population concernée.

## 4. Fréquence de mise à jour des informations

Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant sont mises à jour au moins quotidiennement, et dans le cas où cela est réalisable, les informations concernant les valeurs horaires sont mises à jour toutes les heures.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

## Annexe IX

## LES PARTICULES (PM10)

## 1) Valeurs limites pour les particules (PM10).

	Période considérée	Valeur limite	Marge de dépassement	Date à laquelle la valeur limite doit être respectée
--	--------------------	---------------	----------------------	--

## PHASE I

Valeur limite journalière pour la protection de la santé humaine	24 heures	50 µg/m <sup>3</sup> PM10, à ne pas dépasser plus de 35 fois par année civile	50 % au 19 juillet 1999, diminuant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois, par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	1 <sup>er</sup> janvier 2005
Valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine	année civile	40 µg/m <sup>3</sup> PM10	20 % au 19 juillet 1999, diminuant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois, par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	1 <sup>er</sup> janvier 2005

## PHASE II (1)

Valeur limite journalière pour la protection de la santé humaine	24 heures	50 µg/m <sup>3</sup> PM10, à ne pas dépasser plus de 7 fois par année civile	à calculer d'après les données; doit correspondre à la valeur limite de la phase I	1 <sup>er</sup> janvier 2010
Valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine	année civile	20 µg/m <sup>3</sup> PM10	50 % le 1 <sup>er</sup> janvier 2005 diminuant ensuite tous les 12 mois par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010

(1) Valeurs limites indicatives à réexaminer à la lumière d'informations complémentaires sur les effets sur la santé et l'environnement, la faisabilité technique et l'expérience acquise concernant l'application des valeurs limites de la phase I

## 2) Fréquence de mise à jour des informations

Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant sont mises à jour tous les jours.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

(1) Valeurs limites indicatives à réexaminer à la lumière d'informations complémentaires sur les effets sur la santé et l'environnement, la faisabilité technique et l'expérience acquise concernant l'application des valeurs limites de la phase I.



Annexe X  
LE PLOMB

1) Valeurs limites pour le plomb

	Période considérée	Valeur limite	Marge de dépassement	Date à laquelle la valeur limite doit être respectée
Valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine	année civile	0,5 µg/m <sup>3</sup>	100 % au 19 juillet 1999, diminuant le 1 <sup>er</sup> janvier 2001 et ensuite tous les 12 mois par tranches annuelles égales pour atteindre 0 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2005 ou, d'ici le 1 <sup>er</sup> janvier 2010 à proximité immédiate de sources spécifiques.	1 <sup>er</sup> janvier 2005 ou le 1 <sup>er</sup> janvier 2010, à proximité immédiate de sources industrielles spécifiques qui sont situées sur des sites contaminés par des décennies d'activités industrielles (1). Dans ce cas, la valeur limite à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2005 est de 1,0 µg/m <sup>3</sup> .

2) Fréquence de mise à jour des informations

Les informations sur les concentrations dans l'air ambiant sont mises à jour tous les 3 mois.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 organisant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant.

Namur, le 23 juin 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

(1) Les zones auxquelles s'appliquent des valeurs limites plus élevées ne s'étendent pas plus de 1 000 m au-delà de ces sources spécifiques.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 1708

[C — 2000/27299]

**23. JUNI 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (I.S.S.e.P) - wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, Absatz 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. März 1983 zur Festlegung der Grenzwerte und Leitwerte der Luftqualität für Schwefeldioxid und Schwebstaub;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1984 bezüglich eines Grenzwertes für den Bleigehalt in der Luft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung der Luftqualitätsnormen für Stickstoffdioxid, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 1994;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch den Umstand begründet ist, dass die Europäische Kommission am 8. Februar 2000 ein begründetes Gutachten wegen unterbliebener Mitteilung der internen Maßnahmen zur Umsetzung der nachstehenden Richtlinie 96/62 eingesandt hat; dass die von der Europäischen Kommission festgelegte Beantwortungsfrist am 8. April 2000 abgelaufen ist; dass die Kommission nach Ablauf dieser Frist nicht versäumen wird, den Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaft sofort wegen unterbliebener Umsetzung dieser Richtlinie anzurufen; dass es deshalb von Bedeutung ist, diese Anrufung zu verhindern und schnellstmöglich den Erlass zur Gewährleistung der Umsetzung zu verabschieden;

Aufgrund des am 9. Juni 2000 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1966 über die Bedingungen und Modalitäten für die Anerkennung der mit den Probenahmen, Analysen, Versuchen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverunreinigung beauftragten Laboratorien;

In Erwägung der Richtlinie 96/62/EG des Rates vom 27. September 1996 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität; In Erwägung der Richtlinie 1999/30/EG des Rates vom 22. April 1999 über Grenzwerte für Schwefeldioxid, Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide, Partikel und Blei in der Luft;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

#### KAPITEL I - Zielsetzungen und Definitionen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass hat zum Zweck, die Beurteilung und Kontrolle der Luftqualität zu organisieren, und zwar um:

1° die Zielsetzungen bezüglich der Luftqualität im Hinblick auf die Vermeidung oder Verringerung schädlicher Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt insgesamt zu definieren und festzulegen;

2° die Luftqualität in den Mitgliedstaaten anhand einheitlicher Methoden und Kriterien zu beurteilen;

3° über sachdienliche Informationen über die Luftqualität zu verfügen und die Öffentlichkeit hierüber, unter anderem durch Alarmschwellen, zu unterrichten;

4° die Luftqualität, sofern sie gut ist, zu erhalten und sie andernfalls zu verbessern.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Luft": die Außenluft der Troposphäre, mit Ausnahme der Luft an Arbeitsplätzen;

2° "Schadstoff": jeder vom Menschen direkt oder indirekt in die Luft emittierter Stoff, der schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und/oder die Umwelt insgesamt haben kann;

3° "Wert": die Konzentration eines Schadstoffs in der Luft oder dessen Ablagerung auf bestimmten Flächen in einem bestimmten Zeitraum;

4° "Beurteilung": alle Verfahren zur Messung, Berechnung, Vorhersage oder Schätzung der Schadstoffwerte in der Luft;

5° "Grenzwert": ein Wert, der aufgrund wissenschaftlicher Erkenntnisse mit dem Ziel festgelegt wird, schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und/oder die Umwelt insgesamt zu vermeiden, zu verhüten oder zu verringern und der erreicht werden muss. Wird dieser Wert einmal erreicht, darf er nicht überschritten werden;

6° "Zielwert": ein Wert unter demjenigen, der mit dem Ziel festgelegt wird, aufgeschobene schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit und/oder die Umwelt insgesamt in größerem Maße langfristig zu vermeiden. Dieser Wert muss nach Möglichkeit nach einem gegebenen Zeitraum erreicht werden;

7° "Alarmschwelle": ein Wert, bei dessen Überschreitung bei einer Exposition von kurzer Dauer eine Gefahr für die menschliche Gesundheit besteht und bei dem umgehend Maßnahmen gemäß dem vorliegenden Erlass getroffen werden;

8° "Toleranzmarge": der Prozentsatz des Grenzwerts, um den dieser unter den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen überschritten werden darf;

9° "Gebiet": ein von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, abgegrenzter Teil der Region;

10° "Ballungsraum": ein Gebiet mit mehr als 250.000 Einwohnern oder, falls 250.000 oder weniger Einwohner in dem Gebiet wohnen, ein Gebiet mit einer Bevölkerungsdichte pro Quadratkilometer, die nach Auffassung des Ministers die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität rechtfertigt;

11° "Stickstoffoxide": Stickstoffmonoxid und Stickstoffdioxid insgesamt, teilweise in Billionen zusammengezählt und als Stickstoffdioxid in Mikrogrammen pro Kubikmeter berechnet;

12° "PM10": die Partikel, die einen gröbenselektierenden Lufteinlass passieren, der für einen aerodynamischen Durchmesser von 10 µm eine Abscheidewirksamkeit von 50 % aufweist;

13° "PM2,5": die Partikel, die einen gröbenselektierenden Lufteinlass passieren, der für einen aerodynamischen Durchmesser von 2,5 µm eine Abscheidewirksamkeit von 50 % aufweist;

14° "obere Beurteilungsschwelle": ein Wert gemäß der Anlage V, unterhalb dessen nach Artikel 6 des vorliegenden Erlasses eine Kombination von Messungen und Modellrechnungen zur Beurteilung der Luftqualität angewandt werden kann;

15° "untere Beurteilungsschwelle": ein Wert gemäß der Anlage V, unterhalb dessen nach Artikel 6 des vorliegenden Erlasses für die Beurteilung der Luftqualität nur Modellrechnungen oder Techniken der objektiven Schätzung angewandt zu werden brauchen;

16° "Naturereignis": Vulkanausbrüche, Erdbeben, geothermische Aktivitäten, Freilandbrände, Stürme oder die atmosphärische Aufwirbelung oder der atmosphärische Transport natürlicher Partikel aus Trockengebieten;

17° "ortsfeste Messungen": Messungen, die nach Artikel 6 des vorliegenden Erlasses vorgenommen werden;

18° "Messvorrichtungen": die für die Messungen der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Schadstoffe in der Luft verwendeten Methoden, Geräte, Netze, Laboratorien.

#### KAPITEL II - Allgemeines

**Art. 3** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, gewährt die Zulassung der in der Wallonischen Region verwendeten Messvorrichtungen:

1° wenn deren Benutzung aufgrund des vorliegenden Erlasses erforderlich ist;

2° wenn deren Benutzung durch eine gemäß dem Artikel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung gewährte Betriebsgenehmigung auferlegt wird;

3° wenn die nach deren Benutzung erzielten Ergebnisse verbreitet oder öffentlich gebraucht werden.

Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt:

- 1° kontrolliert die Luftqualität;
- 2° bestimmt zu diesem Zweck die Messstellen, die Aktions- und Messprogramme und die Datenauswertung bezüglich der Luftqualität;
- 3° stellt die Verzeichnisse über die Luftemissionen auf und beurteilt deren vorhersehbare Entwicklung;
- 4° verfasst einen Bericht zur Beurteilung der Messvorrichtungen im Hinblick auf deren Zulassung durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, und aufgrund der durch das «I.S.S.e.P.» durchgeführten technischen Untersuchung;
- 5° verfasst einen jährlichen Bericht zur Überwachung der Luftqualität. Falls keine repräsentativen Messungen der Schadstoffwerte in allen Gebieten und Ballungsräumen vorliegen, führt sie Kampagnen für repräsentative Messungen, Untersuchungs- oder Beurteilungskampagnen, damit sie rechtzeitig über diese Daten verfügt, um die Einhaltung der Grenzwerte zu überprüfen.

Das wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes:

- 1° gewährleistet das Funktionieren der Netze für die Messung der Luftqualität;
- 2° gewährleistet die Qualität der durch die Messvorrichtungen getätigten Messung, insbesondere durch interne Qualitätskontrollen, gemäß, unter anderem, den Anforderungen der europäischen Normen in Sachen Qualitätssicherung;
- 3° führt die Beurteilungsmethoden sowie die der Zulassung der Messvorrichtungen vorangehende technische Untersuchung durch.

### KAPITEL III - *Bestimmung der Luftqualitätsziele*

**Art. 4** - In Erwartung der Bestimmung auf europäischer Ebene der Festlegung der Grenzwerte für Feinstaub, wie Ruß, Ozon, Benzol, Kohlenmonoxid, polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe,

Kadmium, Arsen, Nickel und Quecksilber, beziehen sich die Beurteilung und Kontrolle der Luft auf folgende Luftschadstoffe:

- 1° Schwefeldioxid;
- 2° Stickstoffdioxid;
- 3° Schwebstaub (einschließlich PM10);
- 4° Blei.

Der Grenzwert, die Toleranzmarge, und gegebenenfalls die Alarmschwelle oder der Zielwert, werden für jeden vorerwähnten Schadstoff gemäß den Anlagen VII bis X festgelegt.

Der Grenzwert kann mit einer Toleranzmarge verbunden sein. Durch die zeitlich befristete Toleranzmarge bei den Grenzwerten können den tatsächlichen Werten eines bestimmten Schadstoffs, sowie den Fristen, die zur Durchführung der Maßnahmen zur Verbesserung der Luftqualität erforderlich sind, Rechnung getragen werden.

Diese Toleranzmarge wird bei der Anwendung der sektoralen Betriebsbedingungen bezüglich eines jeden Schadstoffs nach und nach herabgesetzt, damit der Grenzwert spätestens am Ende der bei der Festlegung dieses Werts festgesetzten Frist erreicht wird.

### KAPITEL IV - *Bestimmung der Gebiete und Ballungsräume*

**Art. 5** - § 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, legt die Liste der in den Artikeln 2, 9° und 10° erwähnten Gebiete und Ballungsräume fest.

§ 2. Unbeschadet des Paragraphen 1 bezeichnet der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die Gebiete, in denen die Grenzwerte für Schwefeldioxid gemäß Punkt I der Anlage VII aufgrund der Konzentrationen von aus natürlichen Quellen entstehendem Schwefeldioxid in der Luft, überschritten werden. In diesen Gebieten oder Ballungsräumen ist die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt lediglich dann verpflichtet, den in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Aktionsplan durchzuführen, wenn die in Punkt I der Anlage VII festgelegten Grenzwerte infolge von anthropogenen Emissionen überschritten werden.

Der Minister bezeichnet ebenfalls die Gebiete und Ballungsräume, in denen die PM10-Konzentration in der Luft infolge der Aufwirbelung von Partikeln nach einer Streuung der Straßen mit Sand im Winter die in Punkt I der Anlage IX aufgeführten PM10-Grenzwerte überschreitet.

In diesen Gebieten oder Ballungsräumen ist die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt lediglich dann verpflichtet, den in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Aktionsplan durchzuführen, wenn die in Punkt I der Anlage IX erwähnten Grenzwerte aufgrund von PM10-Werten überschritten werden, die auf andere Ursachen als auf die Streuung von Straßen mit Sand im Winter zurückzuführen sind.

### KAPITEL V - *Überwachungsregelung, die auf die Gebiete und Ballungsräume anzuwenden ist*

**Art. 6** - § 1. Die Luftqualität wird gemäß dem vorliegenden Artikel auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region beurteilt. Die Messungen sind in den in Paragraph 2 erwähnten Gebieten und Ballungsräumen vorgeschrieben.

Die Messstationen und sonstigen Beurteilungsmethoden entsprechen den Erfordernissen des Gemeinschaftsrechts.

§ 2. In den Ballungsräumen, wie sie in Artikel 2, 10° bestimmt werden, in den Gebieten, in denen die Werte die Grenzwerte überschreiten und in den Gebieten, in denen die Werte zwischen den Grenzwerten und den in der Anlage 1 erwähnten oberen Beurteilungsschwellen liegen, wird die Beurteilung der Luftqualität durch Messungen durchgeführt.

Die Messungen werden entweder kontinuierlich oder stichprobenartig an festen Orten durchgeführt, und zwar häufig genug, um die Bestimmung der festgestellten Werte zu ermöglichen.

§ 3. In den Gebieten, in denen die Werte über einen repräsentativen Zeitraum unter den in der Anlage I erwähnten oberen Beurteilungsschwellen liegen, kann die Beurteilung der Luftqualität durch eine Kombination von Messungen und Modellrechnungen durchgeführt werden.

§ 4. In den Gebieten, in denen die Werte unter den in der Anlage II erwähnten unteren Beurteilungsschwellen liegen, kann die Beurteilung der Luftqualität durch die Anwendung der Techniken der Modellrechnung oder der objektiven Schätzung für die Beurteilung der Werte durchgeführt werden.

Die Messungen können durch Modellrechnungen ergänzt werden, um angemessene Informationen über die Luftqualität zu liefern.

§ 5. Die Kriterien, die zur Bestimmung des Standorts der Probenahmestellen zu berücksichtigen sind, entsprechen der Anlage II. Die Standorte der Probenahmestellen entsprechen der Anlage III.

§ 6. Die Referenzmethoden für die Probenahme und Messung der Schadstoffe werden, was jeden einzelnen betrifft, in der Anlage IV angegeben.

§ 7. Die Datenqualitätsziele werden in der Anlage V angegeben.

**Art. 7** - Die Mindestzahl der Probenahmestellen für ortsfeste Messungen der Konzentrationen, die in den Gebieten einzurichten sind, in denen die ortsfesten Messungen die einzige Datenquelle über Konzentrationen darstellen, wird in der Anlage III angegeben.

In Gebieten und Ballungsräumen, in denen Informationen von ortsfesten Messstationen durch Informationen aus anderen Quellen wie Emissionskatastern, orientierenden Messungen oder Luftqualitätsmodellen ergänzt werden, muss die Anzahl ortsfester Messstationen ausreichen, um die Konzentrationen von Luftschadstoffen ermitteln zu können.

Für Gebiete und Ballungsräume, für die keine Messungen verlangt werden, können Modellrechnungen oder Techniken der objektiven Schätzung angewandt werden.

#### KAPITEL VI - Kontrolle der Luftqualität

**Art. 8** - § 1. Die in Artikel 2, 9° und 10° erwähnten Gebiete und Ballungsräume werden je nach der Einhaltung oder Nichteinhaltung des Grenzwertes gruppiert.

1° Die Liste I enthält die Gebiete und Ballungsräume, in denen der Wert von mindestens einem Schadstoff den Grenzwert zuzüglich der Toleranzmarge überschreitet.

2° Die Liste II enthält die Gebiete und Ballungsräume, in denen der Wert von mindestens einem Schadstoff zwischen dem Grenzwert und dem Grenzwert zuzüglich der Toleranzmarge liegt.

3° Die Liste III enthält die Gebiete und Ballungsräume, in denen die Werte aller Schadstoffe unter den Grenzwerten liegen.

Die Einstufung eines jeden Gebiets oder Ballungsraums ist spätestens alle fünf Jahre gemäß dem in Punkt 2 der Anlage I festgelegten Verfahren zu überprüfen. Die Einstufung wird bei bedeutenden Änderungen der Aktivitäten, die Auswirkungen auf die Werte der Schadstoffe in der Luft haben, früher überprüft.

§ 2. Ein integrierter Aktionsplan wird von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt für jedes in den Listen I und II angegebene Gebiet oder jeden Ballungsraum erarbeitet und durchgeführt. Dieser Plan erstreckt sich auf alle betreffenden Schadstoffe und muss es ermöglichen, die Grenzwerte innerhalb der in den Anlagen VII bis X erwähnten Fristen zu erreichen.

Besagter Plan oder das Programm enthält zumindest die in der Anlage VI des vorliegenden Erlasses erwähnten Informationen.

§ 3. In den in der Liste III angegebenen Gebieten und Ballungsräumen werden die Werte der Schadstoffe unter den Grenzwerten gehalten und es werden Vorkehrungen getroffen, um die beste Luftqualität zu erhalten, die mit der nachhaltigen Entwicklung zu vereinbaren ist.

§ 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, erstellt und verwirklicht außerdem Aktionspläne, in denen die Maßnahmen angegeben werden, die im Fall der Gefahr einer Überschreitung der in den Anlagen VII bis X erwähnten Grenzwerte und/oder der Alarmschwellen kurzfristig zu ergreifen sind, um die Gefahr der Überschreitung zu verringern und deren Dauer zu beschränken.

**Art. 9** - Die Grenzwerte und/oder Alarmschwellen, die Stoffe, die Gebiete und Ballungsräume, sowie die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Pläne werden regelmäßig unter Berücksichtigung der Ergebnisse im Bereich der medizinischen, epidemiologischen und umweltbezogenen Untersuchungen neu bewertet, und zwar mindestens alle fünf Jahre.

#### KAPITEL VII - Information

**Art. 10** - § 1. Im Falle einer Überschreitung der Alarmschwellen übermittelt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, der Europäischen Kommission - im Rahmen einer vorläufigen Regelung - Informationen über die festgestellten Werte und über die Dauer der Schadstoffepisode, und zwar spätestens drei Monate nach deren Auftreten.

§ 2. Die der Öffentlichkeit übermittelten Informationen haben deutlich, verständlich und zur Einsichtnahme offen zu sein. Die Informationen bezüglich der in den Anlagen VII bis X erwähnten Konzentrationen von Schadstoffen werden der Öffentlichkeit systematisch zur Verfügung gestellt. Sie enthalten zumindest alle Überschreitungen in Sachen Konzentration der Grenzwerte und der Alarmschwellen, die sich über die in den Anlagen VII bis X angegebenen Mitteilungszeiträume ergeben haben. Ferner enthält sie eine Kurzbewertung in Bezug auf die Grenzwerte und Alarmschwellen, sowie angemessene Auskünfte über gesundheitliche Auswirkungen.

Die Häufigkeit der Aktualisierung dieser Informationen wird für jeden der in den Anlagen VII bis X betroffenen Schadstoffe im Einzelnen angegeben. Die in Artikel 8 erwähnten Pläne und deren Zugangsmodalitäten werden ebenfalls der Öffentlichkeit ebenfalls übermittelt.

Im Falle einer Überschreitung der Alarmschwellen wird die Bevölkerung ebenfalls informiert. Die Liste enthält für jeden der in den Anlagen VII bis X betroffenen Schadstoffe die Mindestangaben, die der Bevölkerung zu übermitteln sind.

§ 3. Überschreitet der Wert eines Schadstoffs den Grenzwert zuzüglich der Toleranzmarge - oder gegebenenfalls die Alarmschwelle - infolge einer Verunreinigung besonderen Ausmaßes in der Wallonischen Region oder besteht die Gefahr einer derartigen Überschreitung, so konsultiert der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die betroffenen Mitgliedstaaten, um die Missstände zu beheben.

## KAPITEL VIII - Zulassungen der Messvorrichtungen

## Abschnitt 1. - Zulassung der Laboratorien

**Art. 11** - Die Laboratorien werden gemäß dem Königlichen Erlass vom 13. Dezember 1966 über die Bedingungen und Modalitäten für die Anerkennung der mit den Probenahmen, Analysen, Versuchen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverunreinigung beauftragten Laboratorien zugelassen.

## Abschnitt 2. - Zulassung der Methoden, Geräte, Netze

**Art. 12** - Die Zulassung der Methoden, Geräte, Netze wird gewährt, insofern die Vorrichtungen den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, insbesondere den Anlagen II, III Punkte 2 und 3, IV und V entsprechen.

**Art. 13** - Der Zulassungsantrag wird in dreifacher Ausfertigung per Einschreibebrief bei der Post an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt gerichtet.

Er enthält folgende Informationen:

- 1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;
- 2° gegebenenfalls die Anzahl und den Standort der Probenahmestellen gemäß den Anlagen 2 und 3;
- 3° die technischen Eigenschaften der benutzten Geräte;
- 4° die benutzten Methoden gemäß der Anlage 4;
- 5° die Messgenauigkeit, so wie sie im "Leitfaden zur Angabe der Unsicherheit beim Messen" (ISO 1993) oder in ISO 5725-1 "Genauigkeit (Richtigkeit und Präzision) von Messverfahren und Messergebnissen" (1994) definiert wird.

**Art. 14** - Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt prüft innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags nach, oder dieser zulässig ist. Sie setzt den Antragsteller per Einschreibebrief bei der Post davon in Kenntnis.

Der Antrag ist unzulässig, wenn er nicht gemäß dem Artikel 13, Absatz 1 zugesandt wird und nicht die in Artikel 13, Absatz 2 erwähnten Informationen enthält.

**Art. 15** - Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ihr Gutachten über den Antrag, und zwar innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem dieser für zulässig befunden wurde.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, entsendet seinen Beschluss per Einschreibebrief innerhalb von neunzig Tagen ab dem Tag, an dem der Antrag für zulässig erklärt wurde.

**Art. 16** - Die Zulassung kann mit den nachstehenden Bedingungen verbunden sein:

- 1° die Übermittlung an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt von Informationen, die sich aus der Benutzung der Methoden, Geräte und Netze ergeben;
- 2° die Übermittlung an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt der Änderungen, die der Benutzer an den Methoden, Geräten und Netzen vornimmt.

**Art. 17** - Die Zulassung kann von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ausgesetzt oder entzogen werden, wenn die Zulassungsbedingungen nicht eingehalten werden und nachdem dem Benutzer die Möglichkeit gegeben wurde, seine Einwände geltend zu machen.

**Art. 18** - Die Zulassung hat eine Gültigkeitsdauer von höchstens zehn Jahren.

## KAPITEL IX - Aufhebungsbestimmungen

**Art. 19** - Der Königliche Erlass vom 16. März 1983 zur Festlegung der Grenzwerte und Leitwerte der Luftqualität für Schwefeldioxid und Schwebstaub wird mit Wirkung vom 19. Juli 2001 aufgehoben, mit Ausnahme der Artikel 1, 2, § 1 und 3, § 1 und der Anlagen I, II und III, B, die mit Wirkung vom 1. Januar 2005 aufgehoben werden.

Der Königliche Erlass vom 3. August 1984 bezüglich eines Grenzwertes für den Bleigehalt in der Luft wird mit Wirkung vom 19. Juli 2001 aufgehoben, mit Ausnahme der Artikel 1, 2, 3, § 1 und § 2 und 6, die mit Wirkung vom 1. Januar 2005 aufgehoben werden.

Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung der Luftqualitätsnormen für Stickstoffdioxid wird mit Wirkung vom 19. Juli 2001 aufgehoben, mit Ausnahme der Artikel 1, § 1, 1° und § 2, 2 und 5 und der Anlagen I und III, die mit Wirkung vom 1. Januar 2010 aufgehoben werden.

**Art. 20** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET



## Anlage I

ERMITTLUNG DER ANFORDERUNGEN FÜR DIE BEURTEILUNG DER KONZENTRATION IN DER LUFT  
INNERHALB EINES GEBIETS ODER BALLUNGSRAUMS

## 1. Obere und untere Beurteilungsschwellen

Es gelten die folgenden oberen und unteren Beurteilungsschwellen:

## A) SCHWEFELDIOXID

	Gesundheitsschutz	Ökosystemschutz
Obere Beurteilungsschwelle	60 % des 24-Stunden-Grenzwerts (75 % $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als dreimal im Kalenderjahr überschritten werden)	60 % des Wintergrenzwerts (12 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )
Untere Beurteilungsschwelle	40 % des 24-Stunden-Grenzwerts (50 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als dreimal im Kalenderjahr überschritten werden)	40 % des Wintergrenzwerts (8 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )

## B) STICKSTOFFDIOXID UND STICKSTOFFOXIDE

	1-Stunden-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit (NO <sub>2</sub> )	Jahresgrenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit (NO <sub>2</sub> )	Jahresgrenzwert für den Schutz der Vegetation (NO <sub>2</sub> )
Obere Beurteilungsschwelle	70 % des Grenzwerts (140 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als 18 mal im Kalenderjahr überschritten werden)	80 % des Grenzwerts (32 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	80 % des Grenzwerts (24 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )
Untere Beurteilungsschwelle	50 % des Grenzwerts (100 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als 18 mal im Kalenderjahr überschritten werden)	65 % des Grenzwerts (26 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	65 % des Grenzwerts (19,5 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )

## C) PARTIKEL

Die oberen und unteren PM<sub>10</sub>-Beurteilungsschwellen beruhen auf den Richtgrenzwerten für den 1. Januar 2010.

	24-Stunden-Mittelwert	Jahresmittelwert
Obere Beurteilungsschwelle	60 % des Grenzwerts (30 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als 7 mal im Kalenderjahr überschritten werden)	70 % des Grenzwerts (14 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )
Untere Beurteilungsschwelle	40 % des Grenzwerts (20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als 7 mal im Kalenderjahr überschritten werden)	50 % des Grenzwerts (10 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )

## D) BLEI

	Jahresmittelwert
Obere Beurteilungsschwelle	70 % des Grenzwerts (0,35 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )
Untere Beurteilungsschwelle	50 % des Grenzwerts (0,25 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )

## 2. Ermittlung der Überschreitung der oberen und unteren Beurteilungsschwellen

Die Überschreitung der oberen und unteren Beurteilungsschwellen ist aufgrund der Konzentration während der vorhergehenden fünf Jahre zu ermitteln, sofern entsprechende Daten vorliegen. Eine Beurteilungsschwelle gilt als überschritten, falls sie während dieser fünf Jahre öfter überschritten wurde, als es dem Dreifachen der jährlich erlaubten Überschreitungen entspricht.

Liegen Daten für die gesamten fünf vorhergehenden Jahre nicht vor, können die Mitgliedstaaten die Ergebnisse von kurzzeitigen Messkampagnen während derjenigen Jahreszeit und an denjenigen Stellen, die für die höchsten Schadstoffwerte typisch sein dürften, mit Informationen aus Emissionskatastern und Modellen verbinden, um die Überschreitungen der oberen und unteren Beurteilungsschwellen zu ermitteln.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden,

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET



## ANLAGE II

KRITERIEN FÜR DIE FESTLEGUNG DER MINDESTZAHL DER PROBENAHMESTELLEN  
FÜR ORTSFESTE MESSUNGEN DER SCHADSTOFFKONZENTRATION IN DER LUFT

1. Mindestzahl der Probenahmestellen für ortsfeste Messungen zur Beurteilung der Einhaltung von Grenzwerten für den Schutz der menschlichen Gesundheit und von Alarmschwellen in Gebieten und Ballungsräumen, in denen ortsfeste Messungen die einzige Informationsquelle darstellen

## a) Diffuse Quellen

Bevölkerung des Ballungsraums oder Gebiets (Tausend)	Falls die Konzentration die obere Beurteilungsschwelle überschreitet	Falls die maximale Konzentration zwischen der oberen und der unteren Beurteilungsschwelle liegt	Für SO <sub>2</sub> und NO <sub>2</sub> in Ballungsräumen, in denen die maximale Konzentration unter der unteren Beurteilungsschwelle liegt
0-250	1	1	nicht anwendbar
250-499	2	1	1
500-749	2	1	1
750-999	3	1	1
1000-1499	4	2	1
1500-1999	5	2	1
2000-2749	6	3	2
2750-3749	7	3	2
3750-4749	8	4	2
4750-5999	9	4	2
> 6000	10	5	3
	Für NO <sub>2</sub> und Partikel: einschließlich mindestens einer Messstation für städtische Hintergrundquellen und einer Messstation für den Verkehr		

## b) Punktquellen

Zur Beurteilung der Luftverschmutzung in der Nähe von Punktquellen sollte die Zahl der Probenahmestellen für ortsfeste Messungen unter Berücksichtigung der Emissionsdichte, der wahrscheinlichen Verteilung der Luftschadstoffe und der möglichen Exposition der Bevölkerung berechnet werden.

2. Mindestzahl der Probenahmestellen für ortsfeste Messungen zur Beurteilung der Einhaltung von Grenzwerten für den Schutz von Ökosystemen oder der Vegetation in anderen Gebieten als Ballungsräumen

Falls die maximale Konzentration die obere Beurteilungsschwelle überschreitet	Falls die maximale Konzentration zwischen der oberen und der unteren Beurteilungsschwelle liegt
1 Station je 20.000 km <sup>2</sup>	1 Station je 40.000 km <sup>2</sup>

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## ANLAGE III

## LAGE DER PROBENAHMESTELLEN FÜR MESSUNGEN VON SCHADSTOFFEN IN DER LUFT

Die folgenden Kriterien gelten für ortsfeste Messungen.

## 1. Großräumige Standortkriterien

## a) Schutz der menschlichen Gesundheit

Die Probenahmestellen, an denen Messungen zum Schutz der menschlichen Gesundheit vorgenommen werden, sollten so gelegt werden, dass:

i) Daten zu den Bereichen innerhalb von Gebieten und Ballungsräumen gewonnen werden, in denen die höchsten Konzentrationen auftreten, denen die Bevölkerung wahrscheinlich direkt oder indirekt über einen im Verhältnis zur Mittelungszeit der betreffenden Grenzwerte signifikanten Zeitraum ausgesetzt sein wird;

ii) Daten zu Konzentrationen in anderen Bereichen innerhalb von Gebieten und Ballungsräumen gewonnen werden, die für die Exposition der Bevölkerung im allgemeinen repräsentativ sind.

Die Probenahmestellen sollten im allgemeinen so gelegt werden, dass die Messung sehr begrenzter und kleinräumiger Umweltbedingungen in ihrer unmittelbaren Nähe vermieden wird. Als Anhaltspunkt gilt, dass eine Probenahmestelle so gelegen sein sollte, dass sie für die Luftqualität in einem umgebenden Bereich von mindestens 200 m<sup>2</sup> bei Probenahmestellen für den Verkehr und mehreren Quadratkilometern bei Probenahmestellen für städtische Hintergrundquellen repräsentativ ist.

Die Probenahmestellen sollten soweit wie möglich auch für ähnliche Standorte repräsentativ sein, die nicht in ihrer unmittelbaren Nähe gelegen sind.

## b) Schutz von Ökosystemen und Schutz der Vegetation

Die Probenahmestellen, an denen Messungen zum Schutz von Ökosystemen oder zum Schutz der Vegetation vorgenommen werden, sollten so gelegt werden, dass sie mehr als 20 km von Ballungsräumen oder 5 km von anderen bebauten Gebieten, Industrieanlagen oder Straßen entfernt sind. Als Anhaltspunkt gilt, dass eine Probenahmestelle so gelegen sein sollte, dass sie für die Luftqualität in einem umgebenden Bereich von mindestens 1 000 km<sup>2</sup> repräsentativ ist. Eine Probenahmestelle kann unter Berücksichtigung der geographischen Gegebenheiten in geringerer Entfernung liegen oder für die Luftqualität in einem kleineren umgebenden Bereich repräsentativ sein.

## 2. Lokale Standortkriterien

Die folgenden Leitlinien sollten berücksichtigt werden, soweit dies praktisch möglich ist:

— Der Luftstrom um den Messeinlass darf nicht beeinträchtigt werden, und es dürfen keine den Luftstrom beeinflussenden Hindernisse in der Nähe des Messeinlasses vorhanden sein (die Messsonde muss in der Regel einige Meter von Gebäuden, Balkonen, Bäumen und anderen Hindernissen, sowie im Fall von Probenahmestellen für die Luftqualität an der Baufluchtlinie mindestens 0,5 m vom nächsten Gebäude entfernt sein).

— Im allgemeinen sollte der Messeinlass in einer Höhe zwischen 1,5 m (Atemzone) und 4 m über dem Boden angeordnet sein. Eine höhere Lage des Einlasses (bis zu 8 m) kann unter Umständen angezeigt sein. Ein höhergelegener Einlass kann auch angezeigt sein, wenn die Messstation für ein größeres Gebiet repräsentativ ist.

— Der Messeinlass darf nicht in nächster Nähe von Quellen plaziert werden, um die unmittelbare Einleitung von Emissionen, die nicht mit der Umgebungsluft vermischt sind, zu vermeiden.

— Die Abluftleitung der Messstation ist so zu legen, dass ein Wiedereintritt der Abluft in den Messeinlass vermieden wird.

— Messstationen für den Verkehr sollten:

— in Bezug auf alle Schadstoffe mindestens 25 m von großen Kreuzungen und mindestens 4 m von der Mitte der nächstgelegenen Fahrspur entfernt sein;

— für Stickstoffdioxid-Messungen höchstens 5 m vom Fahrbahnrand entfernt sein;

— zur Messung von Partikeln und Blei so gelegen sein, dass sie für die Luftqualität nahe der Baufluchtlinie repräsentativ sind.

— Die folgenden Faktoren sind unter Umständen ebenfalls zu berücksichtigen:

— Störquellen;

— Sicherheit gegen äußeren Eingriff;

— Zugänglichkeit;

— vorhandene elektrische Versorgung und Telekommunikationsleitungen;

— Sichtbarkeit der Messstation in der Umgebung;

— Sicherheit der Öffentlichkeit und des Betriebspersonals;

— Zusammenlegung der Messstellen für verschiedene Schadstoffe;

— bebauungsplanerische Anforderungen.

## 3. Dokumentation und Überprüfung der Standortwahl

Die Verfahren für die Standortwahl sind in der Einstufungsphase vollständig zu dokumentieren, z. B. mit Fotografien der Umgebung in den Haupthimmelsrichtungen und einer detaillierten Karte. Die Standorte sollten regelmäßig überprüft und wiederholt dokumentiert werden, damit sichergestellt ist, dass die Kriterien für die Standortwahl weiterhin erfüllt sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## Anlage IV

## REFERENZMETHODEN FÜR DIE BEURTEILUNG DER KONZENTRATIONEN

## 1. Referenzmethode zur Bestimmung von Schwefeldioxid

ISO/FDIS 10498 (Normentwurf) Luft - Bestimmung von Schwefeldioxid - UV-Fluoreszenz-Verfahren.

Jedes andere Verfahren kann verwendet werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass damit gleichwertige Ergebnisse wie mit dem obigen Verfahren erzielt werden.

## 2. Referenzmethode zur Bestimmung von Stickstoffdioxid und Stickstoffoxiden

ISO 7996: 1985 Luft - Bestimmung der Massenkonzentration von Stickstoffoxiden - Chemilumineszenz-Verfahren.

Jedes andere Verfahren kann verwendet werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass damit gleichwertige Ergebnisse wie mit dem obigen Verfahren erzielt werden.

## 3-A. Referenzmethode für die Probenahme von Blei

Das in der Anlage des Königlichen Erlasses vom 3. August 1984 bezüglich eines Grenzwertes für den Bleigehalt in der Luft

vorgesehene Verfahren ist als Referenzverfahren für die Probenahme von Blei bis zu dem Zeitpunkt zu verwenden, zu dem der Grenzwert nach der Anlage IX des vorliegenden Erlasses erreicht werden muss, wenn gemäß dem Punkt IV der vorliegenden Anlage das PM10-Verfahren als Referenzverfahren vorgesehen ist.

Jedes andere Verfahren kann verwendet werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass damit gleichwertige Ergebnisse wie mit dem obigen Verfahren erzielt werden.

## 3-B. Referenzmethode für die Analyse von Blei

ISO 9855: 1993 Luft - Bestimmung des partikelgebundenen Bleianteils in Schwebstaub mittels Filterprobenahme - Atomabsorptionsspektrometrisches Verfahren

Jedes andere Verfahren kann verwendet werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass damit gleichwertige Ergebnisse wie mit dem obigen Verfahren erzielt werden.

## 4. Referenzmethode für die Probenahme und Messung der PM10-Konzentration

Als Referenzmethode ist die in der folgenden Norm beschriebene Methode zu verwenden: EN 12341 "Luftqualität - Felduntersuchung zum Nachweis der Gleichwertigkeit von Probenahmeverfahren für die PM10-Fraktion von Partikeln". Das Messprinzip stützt sich auf die Abschneidung der PM10-Fraktion von Partikeln in der Luft auf einem Filter und die gravimetrische Massenbestimmung.

Jedes andere Verfahren kann verwendet werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass damit gleichwertige Ergebnisse wie mit dem obigen Verfahren erzielt werden

oder

jedes andere Verfahren, wenn nachgewiesen werden kann, dass dieses eine feste Beziehung zur Referenzmethode aufweist. In diesem Fall müssen die mit diesem Verfahren erzielten Ergebnisse um einen geeigneten Faktor korrigiert werden, damit gleichwertige Ergebnisse wie bei Verwendung der Referenzmethode erzielt werden.

## 5. Vorläufige Referenzmethode für die Probenahme und Messung der PM2,5-Konzentration

Jedes als angemessen erachtete Verfahren kann verwendet werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage V

DATENQUALITÄTSZIELE UND ZUSAMMENSTELLUNG  
DER ERGEBNISSE DER LUFTQUALITÄTSBEURTEILUNG

## 1. Datenqualitätsziele

Die folgenden Ziele für die Datenqualität hinsichtlich der erforderlichen Genauigkeit der Beurteilungsmethoden sowie der Mindestzeitdauer und der Messdatenerfassung dienen als Richtschnur für Qualitätssicherungsprogramme.

	Schwefeldioxid, Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide	Partikel und Blei
Kontinuierliche Messung		
Genauigkeit	15 %	25 %
Mindestdatenfassung	90 %	90 %
Orientierende Messung		
Genauigkeit	25 %	50 %
Mindestdatenfassung	90 %	90 %
Mindestzeitdauer	14 % (eine Messung wöchentlich nach dem Zufallsprinzip gleichmä- ßig über das Jahr verteilt oder acht Wochen gleichmäßig über das Jahr verteilt)	14 % (eine Messung wöchentlich nach dem Zufallsprinzip gleichmä- ßig über das Jahr verteilt oder acht Wochen gleichmäßig über das Jahr verteilt)
Modellberechnung		
Genauigkeit		
Stundenmittelwerte	50 % - 60 %	
Tagesmittelwerte	50 %	noch nicht festgelegt
Jahresmittelwerte	30 %	50 %
Objektive Schätzung		
Genauigkeit	75 %	100 %

Die Messgenauigkeit ist definiert im "Leitfaden zur Angabe der Unsicherheit beim Messen" (ISO 1993) oder in ISO 5725-1 "Genauigkeit (Richtigkeit und Präzision) von Messverfahren und Messergebnissen" (1994). Die Prozentangaben in der Tabelle gelten für Einzelmessungen, gemittelt über den betreffenden Zeitraum in Bezug auf den Grenzwert bei einem Vertrauensbereich von 95 % (systematische Abweichung + zweimalige Standardabweichung). Die Genauigkeit von kontinuierlichen Messungen sollte so interpretiert werden, dass sie in der Nähe des jeweiligen Grenzwertes gilt.

Die Genauigkeit von Modellberechnungen und objektiven Schätzungen ist definiert als die größte Abweichung der gemessenen und berechneten Konzentrationswerte über den betreffenden Zeitraum in Bezug auf den Grenzwert, ohne dass die zeitliche Abfolge der Ereignisse berücksichtigt wird.

Die Anforderungen für die Mindestdatenerfassung und die Mindestzeitdauer erstrecken sich nicht auf Datenverlust aufgrund der regelmäßigen Kalibrierung oder der üblichen Wartung der Messgeräte.

In Ausnahmefällen können bei Partikeln und Blei jedoch Stichprobenmessungen an Stelle von kontinuierlichen Messungen durchgeführt werden, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Genauigkeit mit einem Vertrauensbereich von 95 % in Bezug auf kontinuierliche Messungen bei 10 % liegt. Stichprobenmessungen sind gleichmäßig über das Jahr zu verteilen.

## 2. Ergebnisse der Luftqualitätsbeurteilung

Die folgenden Informationen sollten für Gebiete oder Ballungsräume zusammengestellt werden, in denen an Stelle von Messungen andere Datenquellen als ergänzende Information zu Messdaten oder als alleiniges Mittel zur Luftqualitätsbeurteilung genutzt werden.

- Beschreibung der durchgeführten Beurteilungstätigkeit;
- eingesetzte spezifische Methoden, mit Verweisen auf Beschreibungen der Methode;
- Quellen von Daten und Informationen;
- Beschreibung der Ergebnisse, einschließlich der Unsicherheiten; insbesondere die Ausdehnung von Flächen oder gegebenenfalls die Länge von Straßen innerhalb des Gebiets oder Ballungsraums, in denen die Schadstoffkonzentration(en) den(die) Grenzwert(e) zuzüglich etwaiger Toleranzmargen übersteigen, sowie alle geographischen Bereiche, in denen die Konzentration die obere oder die untere Beurteilungsschwelle überschreitet;
- bei Grenzwerten zum Schutz der menschlichen Gesundheit Angabe der Bevölkerung, die potentiell einer Konzentration oberhalb des Grenzwertes ausgesetzt ist.

Kartografische Darstellungen der Konzentrationsverteilung innerhalb eines jeden Gebiets und Ballungsraums sollten nach Möglichkeit erstellt werden.

## 3. Normzustand

Bei Schwefeldioxid und Stickstoffoxiden bezieht sich das Volumen auf den Normzustand bei einer Temperatur von 293 °K und einem Druck von 101,3 kPa.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## ANLAGE VI. A

IN DEN INTEGRIERTEN PLÄNEN FÜR JEDES GEBIET ODER JEDEN BALLUNGSRAUM  
ZUR VERBESSERUNG DER LUFTQUALITÄT ZU BERÜCKSICHTIGENDE INFORMATIONEN

- 1) Ort der Überschreitung
    - Region
    - Ortschaft (Karte)
    - Messstation (Karte, geographische Koordinaten)
  - 2) Allgemeine Informationen
    - Art des Gebiets (Stadt, Industrie- oder ländliches Gebiet) - Schätzung des verschmutzten Gebiets (km<sup>2</sup>) und der der Verschmutzung ausgesetzten Bevölkerung - zweckdienliche Klimaangaben - zweckdienliche topographische Daten - ausreichende Informationen über die Art der in dem betreffenden Gebiet zu schützenden Ziele
  - 3) Zuständige Behörden
    - Name und Anschrift der für die Ausarbeitung und Durchführung der Verbesserungspläne zuständigen Personen
  - 4) Art und Beurteilung der Verschmutzung
    - in den vorangehenden Jahren (vor der Durchführung der Verbesserungsmaßnahmen) festgestellte Konzentrationen
    - seit dem Beginn des Vorhabens gemessene Konzentrationen
    - angewandte Beurteilungstechniken
  - 5) Ursprung der Verschmutzung
    - Liste und kartografische Darstellung der wichtigsten Emissionsquellen, die für die Verschmutzung verantwortlich sind - Gesamtmenge der Emissionen aus diesen Quellen (Tonnen/Jahr) - Informationen über Verschmutzungen, die aus anderen Gebieten stammen
  - 6) Lageanalyse
    - Einzelheiten über Faktoren, die zu den Überschreitungen geführt haben (Verfrachtung, einschließlich grenzüberschreitende Verfrachtung, Umstände für die Entstehung der Schadstoffe) - Einzelheiten über mögliche Maßnahmen zur Verbesserung der Luftqualität
  - 7) Angaben zu den bereits vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführten Maßnahmen oder bestehenden Verbesserungsvorhaben
    - örtliche, regionale, nationale und internationale Maßnahmen
    - festgestellte Wirkungen
  - 8) Angaben zu den nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zur Verminderung der Verschmutzung beschlossenen Maßnahmen oder Vorhaben
    - Auflistung und Beschreibung aller im Vorhaben vorgesehenen Maßnahmen
    - Zeitplan für die Durchführung
    - Schätzung der zu erwartenden Verbesserung der Luftqualität und der für die Verwirklichung dieser Ziele vorgesehenen Frist
  - 9) Angaben zu den geplanten oder langfristig angestrebten Maßnahmen oder Vorhaben
  - 10) Liste der Veröffentlichungen, Dokumente, Arbeiten usw., welche die in dieser Anlage vorgeschriebenen Informationen ergänzen.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## ANLAGE VI. B

IN DEN ÖRTLICHEN, REGIONALEN UND EINZELSTAATLICHEN PROGRAMMEN  
ZUR VERBESSERUNG DER LUFTQUALITÄT ZU BERÜCKSICHTIGENDE INFORMATIONEN

- 1) Ort der Überschreitung
  - Region
  - Ortschaft (Karte)
  - Messstation (Karte, geographische Koordinaten)
- 2) Allgemeine Informationen
  - Art des Gebiets (Stadt, Industrie- oder ländliches Gebiet)
  - Schätzung des verschmutzten Gebiets (km<sup>2</sup>) und der der Verschmutzung ausgesetzten Bevölkerung
  - zweckdienliche Klimaangaben
  - zweckdienliche topographische Daten
  - ausreichende Informationen über die Art der in dem betreffenden Gebiet zu schützenden Ziele
- 3) Zuständige Behörden

Name und Anschrift der für die Ausarbeitung und Durchführung der Verbesserungspläne zuständigen Personen
- 4) Art und Beurteilung der Verschmutzung
  - in den vorangehenden Jahren (vor der Durchführung der Verbesserungsmaßnahmen) festgestellte Konzentrationen
  - seit dem Beginn des Vorhabens gemessene Konzentrationen
  - angewandte Beurteilungstechniken
- 5) Ursprung der Verschmutzung
  - Liste und kartografische Darstellung der wichtigsten Emissionsquellen, die für die Verschmutzung verantwortlich sind
  - Gesamtmenge der Emissionen aus diesen Quellen (Tonnen/Jahr)
  - Informationen über Verschmutzungen, die aus anderen Gebieten stammen
- 6) Lageanalyse
  - Einzelheiten über Faktoren, die zu den Überschreitungen geführt haben (Verfrachtung, einschließlich grenzüberschreitende Verfrachtung, Entstehung)
  - Einzelheiten über mögliche Maßnahmen zur Verbesserung der Luftqualität
- 7) Angaben zu den bereits vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführten Maßnahmen oder bestehenden Verbesserungsvorhaben
  - örtliche, regionale, nationale und internationale Maßnahmen
  - festgestellte Wirkungen
- 8) Angaben zu den nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zur Verminderung der Verschmutzung beschlossenen Maßnahmen oder Vorhaben
  - Auflistung und Beschreibung aller im Vorhaben genannten Maßnahmen
  - Zeitplan für die Durchführung
  - Schätzung der zu erwartenden Verbesserung der Luftqualität und der für die Verwirklichung dieser Ziele vorgesehenen Frist
- 9) Angaben zu den geplanten oder langfristig angestrebten Maßnahmen oder Vorhaben
- 10) Liste der Veröffentlichungen, Dokumente, Arbeiten usw., welche die in dieser Anlage vorgeschriebenen Informationen ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigelegt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET



## Anlage VII

## SCHWEFELDIOXID

## 1. Grenzwerte für Schwefeldioxid

Die Grenzwerte werden in  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  ausgedrückt. Das Volumen bezieht sich auf den Normzustand bei einer Temperatur von 293 °K und einem Druck von 101,3 kPa.

	Mittelungszeit-raum	Grenzwert	Toleranzmarge	Zeitpunkt, bis zu dem der Grenzwert zu erreichen ist
1. 1-Stunden-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	1 Stunde	350 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als 24 mal im Kalenderjahr überschritten werden	150 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ (43 %) am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2005	1. Januar 2005
2. 1-Tages-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	24 Stunden	125 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ dürfen nicht öfter als dreimal im Kalenderjahr überschritten werden	keine	1. Januar 2005
3. Grenzwert für den Schutz von Ökosystemen	Kalenderjahr und Winter (1. Oktober bis 31. März)	20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	keine	19. Juli 2001

## 2. Alarmschwelle für Schwefeldioxid

500  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , drei aufeinanderfolgende Stunden lang an Orten gemessen, die für die Luftqualität in einem Bereich von mindestens 100  $\text{km}^2$ , oder im gesamten Gebiet oder Ballungsraum, je nachdem welche Fläche kleiner ist, repräsentativ sind.

## 3. Mindestinformation der Öffentlichkeit bei Überschreiten der Alarmschwelle für Schwefeldioxid

Die Informationen, die der Öffentlichkeit zugänglich zu machen sind, sollten mindestens folgende Punkte umfassen:

- Datum, Uhrzeit und Ort der Überschreitung, sowie die Gründe für diese Überschreitungen, sofern bekannt;
- Vorhersagen;
- Änderungen der Konzentration (Verbesserung, Stabilisierung oder Verschlechterung) sowie die Gründe für diese Änderungen;
- betroffener geographischer Bereich;
- Dauer der Überschreitung;
- gegen die Überschreitung potentiell empfindliche Personengruppen;
- von den betroffenen empfindlichen Personengruppen vorbeugend zu ergreifende Maßnahmen.

## 4. Häufigkeit der Aktualisierung der Informationen

Die Informationen über die Konzentration in der Luft werden mindestens täglich und die Informationen bezüglich der Stunden-Werte werden, insofern dies durchführbar ist, stündlich aktualisiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage VIII

GRENZWERTE FÜR STICKSTOFFDIOXID (NO<sub>2</sub>) UND STICKSTOFFOXIDE (NO<sub>x</sub>)

Grenzwerte für Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide

Die Grenzwerte werden in  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  ausgedrückt. Das Volumen bezieht sich auf den Normzustand bei einer Temperatur von 293 °K und einem Druck von 101,3 kPa.

	Mittelungszeit-raum	Grenzwert	Toleranzmarge	Zeitpunkt, bis zu dem der Grenzwert zu erreichen ist
1. 1-Stunden-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	1 Stunde	200 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ NO <sub>2</sub> dürfen nicht öfter als 18 mal im Kalenderjahr überschritten werden	50 % am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2010	1. Januar 2010
2. Jahresgrenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	Kalenderjahr	40 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ NO <sub>2</sub>	50 % am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2010	1. Januar 2010
3. Grenzwert für den Schutz der Vegetation	Kalenderjahr	30 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ NO <sub>x</sub>	keine	19. Juli 2001

## 2. Alarmschwelle für Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide

400  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , drei aufeinanderfolgende Stunden lang an Orten gemessen, die für die Luftqualität in einem Bereich von mindestens 100 km<sup>2</sup>, oder im gesamten Gebiet oder Ballungsraum, je nachdem welche Fläche kleiner ist, repräsentativ sind.

3. Mindestinformation der Öffentlichkeit bei Überschreiten der Alarmschwelle für Stickstoffdioxid und Stickstoffoxide gemäß Artikel 8

Die Informationen, die der Öffentlichkeit zugänglich zu machen sind, sollten mindestens folgende Punkte umfassen:

- Datum, Uhrzeit und Ort der Überschreitung, sowie die Gründe für diese Überschreitungen, sofern bekannt;
- Vorhersagen;
- Änderungen der Konzentration (Verbesserung, Stabilisierung oder Verschlechterung) sowie die Gründe für diese Änderungen;
- betroffener geographischer Bereich;
- Dauer der Überschreitung;
- gegen die Überschreitung potentiell empfindliche Personengruppen;
- von den betroffenen empfindlichen Personengruppen vorbeugend zu ergreifende Maßnahmen.

## 4. Häufigkeit der Aktualisierung der Informationen

Die Informationen über die Konzentration in der Luft werden mindestens täglich und die Informationen bezüglich der Stunden-Werte werden, insofern dies durchführbar ist, stündlich aktualisiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

## Anlage IX

## PARTIKEL (PM10)

## Grenzwerte für Partikel (PM10)

	Mittelungszeitraum	Grenzwert	Toleranzmarge	Zeitpunkt, bis zu dem der Grenzwert zu erreichen ist
--	--------------------	-----------	---------------	--

## STUFE I

24-Stunden-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	24 Stunden	50 µg/m <sup>3</sup> PM10 dürfen nicht öfter als 35 mal im Kalenderjahr überschritten werden	50 % am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2005	1. Januar 2005
Jahresgrenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	Kalenderjahr	40 µg/m <sup>3</sup> PM10	20 % am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2005	1. Januar 2005

## STUFE II (1)

24-Stunden-Grenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	24 Stunden	50 µg/m <sup>3</sup> PM10 dürfen nicht öfter als 7 mal im Kalenderjahr überschritten werden	aus Daten abzuleiten, gleichwertig mit dem Grenzwert der Stufe 1	1. Januar 2010
Jahresgrenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	Kalenderjahr	20 µg/m <sup>3</sup> PM10	50 % am 1. Januar 2005, lineare Reduzierung alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2010	1. Januar 2010

(1) Richtgrenzwerte, die im Lichte weiterer Informationen über die Auswirkungen auf Gesundheit und Umwelt, über die technische Durchführbarkeit und über die bei der Anwendung der Grenzwerte der Stufe 1 gesammelten Erfahrungen zu überprüfen sind.

## 2. Häufigkeit der Aktualisierung der Informationen

Die Informationen über die Konzentration in der Luft werden täglich aktualisiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden,

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

(1) Richtgrenzwerte, die im Lichte weiterer Informationen über die Auswirkungen auf Gesundheit und Umwelt, über die technische Durchführbarkeit und über die bei der Anwendung der Grenzwerte der Stufe I gesammelten Erfahrungen zu überprüfen sind.

## Anlage X

## BLEI

## 1) Grenzwert für Blei

	Mittelungszeitraum	Grenzwert	Toleranzmarge	Zeitpunkt, bis zu dem der Grenzwert zu erreichen ist
Jahresgrenzwert für den Schutz der menschlichen Gesundheit	Kalenderjahr	0,5 µg/m <sup>3</sup>	100 % am 19. Juli 1999, lineare Reduzierung am 1. Januar 2001 und alle 12 Monate danach um einen gleichen jährlichen Prozentsatz bis auf 0 % am 1. Januar 2005 oder 1. Januar 2010 in unmittelbarer Nachbarschaft bestimmter punktueller Quellen.	1. Januar 2005 oder 1. Januar 2010 in unmittelbarer Nachbarschaft bestimmter industrieller Quellen an Standorten, die durch jahrzehntelange industrielle Tätigkeit (1) belastet worden sind. In diesen Fällen beträgt der Grenzwert ab dem 1. Januar 2005 1,0 µg/m <sup>3</sup> .

## 2. Häufigkeit der Aktualisierung der Informationen

Die Informationen über die Konzentration in der Luft werden alle drei Monate aktualisiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juni 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

(1) Die Gebiete, auf die höhere Grenzwerte angewandt werden, erstrecken sich nicht mehr als 1 000 m über diese bestimmten industriellen Quellen hinaus.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 1708

[C — 2000/27299]

**23 JUNI 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het "Institut scientifique de Service public en Région wallonne" (Openbaar wetenschappelijk instituut van het Waalse Gewest), inzonderheid op artikel 3, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1983 tot vaststelling van grenswaarden en richtwaarden van de luchtkwaliteit voor zwaveldioxide en zwevende deeltjes;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1984 betreffende een grenswaarde van de luchtkwaliteit voor lood;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 tot vaststelling van luchtkwaliteitsnormen voor stikstofdioxide, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 1994;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de Europese Commissie op 8 februari 2000 een met redenen omkleed advies heeft gericht wegens niet-mededeling van de interne maatregelen inzake de omzetting van de hierna vermelde richtlijn 96/62; dat de door de Europese Commissie opgelegde antwoordtermijn op 8 april 2000 verstreken is; dat de Commissie na afloop van deze termijn de niet-omzetting van deze richtlijn bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen aanhangig zal maken; dat het dus van belang is om de aanhangigmaking te voorkomen en het besluit tot omzetting van de richtlijn zo snel mogelijk goed te keuren;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die belast zijn met de monsternemingen, ontledingen, proeven en onderzoeken, in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op richtlijn 96/62/EG van de Raad van 27 september 1996 inzake de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;

Gelet op richtlijn 1999/30/EG van de Raad van 22 april 1999 betreffende grenswaarden voor zwaveldioxide, stikstofdioxide en stikstofdioxiden, zwevende deeltjes en lood in de lucht;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Doelstellingen en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Dit besluit heeft tot doel de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit te organiseren om :

1° doelstellingen voor de luchtkwaliteit te omschrijven en vast te stellen, teneinde schadelijke gevolgen voor de gezondheid van de mens en het milieu als geheel te voorkomen, te verhinderen of te verminderen; 2° de luchtkwaliteit te beoordelen op basis van methoden en criteria die gemeenschappelijk zijn voor alle lidstaten; 3° te beschikken over adequate informatie over de luchtkwaliteit en ervoor te zorgen dat de bevolking daarover wordt ingelicht, onder andere door middel van alarmdrempels; 4° goede luchtkwaliteit in stand te houden en die in de andere gevallen te verbeteren.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. "lucht" : de buitenlucht in de troposfeer, met uitsluiting van de werkplek;
2. "verontreinigende stof" : een stof die direct of indirect door de mens in de lucht wordt gebracht en die schadelijke gevolgen kan hebben voor de gezondheid van de mens en/of het milieu in zijn geheel;
3. "niveau" : de concentratie van een verontreinigende stof in de lucht of de depositie daarvan op oppervlakken binnen een bepaalde tijd;
4. "beoordeling" : een methode die wordt gebruikt om het niveau van een verontreinigende stof in de lucht te meten, te berekenen, te voorspellen of te ramen;
5. "grenswaarde" : een te bereiken niveau dat op basis van wetenschappelijke kennis is vastgesteld teneinde schadelijke gevolgen voor de gezondheid van de mens en/of voor het milieu in zijn geheel te voorkomen, te verhinderen of te verminderen. Als het eenmaal is bereikt, mag dit niveau niet meer worden overschreden;
6. "streefwaarde" : een niveau dat lager is dan de grenswaarde en dat is vastgesteld om schadelijke effecten voor de gezondheid van de mens en/of voor het milieu in zijn geheel op lange termijn meer te vermijden, en dat zoveel mogelijk binnen een gegeven periode moet worden bereikt;
7. "alarmdrempel" : een niveau waarboven een kortstondige blootstelling risico's voor de gezondheid van de mens inhoudt en bij overschrijding waarvan maatregelen onmiddellijk overeenkomstig dit besluit maatregelen worden genomen;
8. "overschrijdingsmarge" : het percentage van de grenswaarde waarmee deze onder de in dit besluit vastgelegde voorwaarden kan worden overschreden;
9. "zone" : een door de Minister van Leefmilieu afgebakend gedeelte van het Gewest;
10. "agglomeratie" : een zone die wordt gekenmerkt door een bevolkingsconcentratie van meer dan 250 000 inwoners of, bij een bevolkingsconcentratie van 250 000 inwoners of minder, door een bevolkingsdichtheid per km<sup>2</sup> die volgens de Minister van Leefmilieu beoordeling en beheer van de luchtkwaliteit rechtvaardigt.
11. "stikstofdioxiden" : het totale aantal delen stikstofmonoxide en stikstofdioxide per miljard, uitgedrukt in microgrammen stikstofdioxide per kubieke meter;
12. "PM10" : deeltjes die een op grootte selecterende instroomopening passeren met een efficiëncygrens van 50 % bij een aërodynamische diameter van 10 m;
13. "PM2,5" : deeltjes die een op grootte selecterende instroomopening passeren met een efficiëncygrens van 50 % bij een aërodynamische diameter van 2,5 m;
14. "bovenste beoordelingsdrempel" : een in bijlage II vermeld niveau waaronder een combinatie van metingen en modellen kan worden toegepast voor de beoordeling van de luchtkwaliteit overeenkomstig artikel 6 van dit besluit;
15. "onderste beoordelingsdrempel" : een in bijlage II vermeld niveau waaronder uitsluitend technieken op basis van modellen of objectieve ramingen mogen worden toegepast voor de beoordeling van de luchtkwaliteit overeenkomstig artikel 6 van dit besluit;
16. "natuurverschijnsel" : vulkaanuitbarstingen, seismische activiteit, geothermale activiteit, spontane branden, stormverschijnselen of atmosferische resuspensie of verplaatsing van natuurlijke deeltjes uit droge gebieden;
17. "vaste metingen" : overeenkomstig artikel 6 van dit besluit verrichte metingen. 18. "meetvoorzieningen" : methoden, apparaten, netwerken en laboratoria die worden gebruikt voor de meting van de in dit besluit bedoelde verontreinigende stoffen in de lucht.

#### HOOFDSTUK II. — *Algemeen*

**Art. 3.** De Minister van Leefmilieu erkent de meetvoorzieningen die in het Waalse Gewest worden gebruikt wanneer :

1. hun gebruik krachtens dit besluit wordt vereist;
2. hun gebruik wordt opgelegd op grond van een exploitatievergunning verleend overeenkomstig artikel 1 van het Algemeen Reglement van de arbeidsbescherming;
3. de na gebruik ervan behaalde resultaten worden bekendgemaakt of het voorwerp uitmaken van een openbaar gebruik.

Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu :

1. controleert de luchtkwaliteit;
2. bepaalt daartoe de meetplaatsen, de actie- en meetprogramma's en de aanwending van de gegevens over de luchtkwaliteit;
3. inventariseert de luchtmissies en evalueert de voorspelbare ontwikkeling ervan;
4. maakt het beoordelingsrapport van de meetvoorzieningen op met het oog op hun erkenning door de Minister van Leefmilieu en op grond van het door het "ISSeP" uitgevoerde technisch onderzoek;
5. maakt een jaarverslag over de luchtcontrole op. Bij gebrek aan representatieve metingen van de verontreinigingsniveaus in alle zones en agglomeraties, organiseert het representatieve meet-, onderzoeks- of beoordelingscampagnes zodat bovenbedoelde gegevens beschikbaar zijn wanneer moet worden nagegaan of de grenswaarden in acht worden genomen.

Het "Institut scientifique de service public" :

1. zorgt voor de werking van de netwerken voor de meting van de luchtkwaliteit;
2. waarborgt de kwaliteit van de door de meetvoorzieningen verrichte meting en gaat na of de kwaliteit door deze voorzieningen wordt gehandhaafd, met name door interne kwaliteitscontroles, overeenkomstig o.a. de eisen van de Europese normen inzake de kwaliteitswaarborg;
3. analyseert de beoordelingsmethodes en voert het technisch onderzoek uit voor de erkenning van de meetvoorziening.

### HOOFDSTUK III. — *Vaststelling van de luchtkwaliteitsdoelstellingen*

**Art. 4.** In afwachting van de vaststelling op Europees niveau van de grenswaarden voor fijne deeltjes zoals roet, ozon, benzeen, koolmonoxide, poly-aromatische koolwaterstoffen, cadmium, arseen, nikkel en kwik hebben de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit betrekking op de volgende luchtverontreinigende stoffen :

1. zwaveldioxide
  2. stikstofdioxide
  3. zwevende deeltjes (inclusief PM 10)
  4. lood.
- De grenswaarde, de overschrijdingsmarge en, in voorkomend geval, de alarmdrempel of de streefwaarde worden voor elke bovenvermelde verontreinigende stof overeenkomstig de bijlagen VII tot X vastgesteld.

Er kan per grenswaarde in een overschrijdingsmarge worden voorzien. De marge van de tijdelijke overschrijding van de grenswaarde laat toe rekening te houden met de werkelijke niveaus van een bepaalde verontreinigende stof en met de tijd die nodig is voor de invoering van maatregelen ter verbetering van de luchtkwaliteit.

Deze marge wordt naar gelang de toepassing van de sectorale exploitatievoorwaarden m.b.t. elke verontreinigende stof verlaagd, zodat de grenswaarde uiterlijk aan het einde van de bij de vaststelling van deze waarde bepaalde termijn wordt bereikt.

### HOOFDSTUK IV. — *Vaststelling van zones en agglomeraties*

**Art. 5. § 1.** De Minister van Leefmilieu bepaalt de lijst van de in artikel 2, 9° en 10° bedoelde zones en agglomeraties.

§ 2. Onverminderd § 1 wijst de Minister van Leefmilieu zones aan, waar de in bijlage VII, deel I, bedoelde grenswaarden voor zwaveldioxide worden overschreden doordat er concentraties van zwaveldioxide van natuurlijke oorsprong in de lucht aanwezig zijn. In deze zones of agglomeraties is het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu slechts verplicht het actieplan bedoeld in artikel 8 van dit besluit uit te voeren, wanneer de in bijlage VII, deel I, bedoelde grenswaarden vanwege antropogene emissies worden overschreden. Hij wijst ook zones of agglomeraties aan waar de in bijlage IX, deel I, bedoelde grenswaarden voor PM10 worden overschreden als gevolg van PM10-concentraties in de lucht die ontstaan als bij het strooien van zand op wegen in de winter opwerveling van deeltjes optreedt.

In deze zones of agglomeraties is het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu slechts verplicht het actieplan bedoeld in artikel 8 van dit besluit uit te voeren, wanneer de in bijlage IX, deel I, bedoelde grenswaarden worden overschreden vanwege andere PM10-niveaus dan die welke te wijten zijn aan het strooien van zand op wegen in de winter.

### HOOFDSTUK V. — *Op de zones en agglomeraties toepasselijk toezichtstelsel*

**Art. 6. § 1.** Overeenkomstig dit artikel wordt de luchtkwaliteit beoordeeld op het hele grondgebied van het Waalse Gewest. De metingen zijn verplicht in de in § 2 bedoelde zones en agglomeraties.

De meetstations en andere beoordelingsmethodes zijn conform de eisen van het gemeenschappelijke recht.

§ 2. In de in artikel 2, 10°, bepaalde agglomeraties, in de zones waar de niveaus de grenswaarden overschrijden en de zones waar de niveaus tussen de grenswaarden en de in bijlage I bedoelde bovenste beoordelingsdrempels liggen, wordt de luchtkwaliteit aan de hand van metingen beoordeeld.

De metingen worden verricht op vaste plaatsen, continu dan wel steekproefsgewijze en zijn voldoende om de waargenomen niveaus te kunnen vaststellen.

§ 3. In de zones waar de niveaus over een representatieve periode lager liggen dan de in bijlage I bedoelde bovenste beoordelingsdrempels, kan een combinatie van metingen en modellen worden gebruikt voor de beoordeling van de luchtkwaliteit.

§ 4. In de zones waar de niveaus lager liggen dan de in bijlage II bedoelde onderste beoordelingsdrempels, kunnen technieken van modellen of objectieve ramingen worden gebruikt voor de beoordeling van de niveaus van de luchtkwaliteit.

De metingen kunnen met op modellen gebaseerde technieken worden aangevuld ter verkrijging van de nodige informatie over de luchtkwaliteit. § 5. De voor de locatie van de monsternemingspunten in aanmerking te nemen criteria zijn conform bijlage II.



§ 6. De referentiemethodes voor de monsterneming en de meting van de verontreinigende stoffen worden vermeld in bijlage IV.

§ 7. De doelstellingen voor de kwaliteit van de gegevens worden vermeld in bijlage V.

**Art. 7.** Het minimumaantal monsternemingspunten voor vaste concentratiemetingen, die moeten worden geïnstalleerd in de zones waar de metingen de enige bron zijn van gegevens over concentraties, wordt vermeld in bijlage III.

In zones of agglomeraties waarin de informatie uit continu werkende meetstations wordt aangevuld met gegevens uit andere bronnen, zoals emissie-inventarissen, indicatieve meetmethoden of luchtkwaliteitsmodellen, dient het aantal geïnstalleerde continu werkende meetstations toereikend te zijn om de concentraties van verontreinigende stoffen in de lucht te kunnen vaststellen. In de zones en agglomeraties waar metingen niet vereist zijn, kunnen technieken op basis van modellen of objectieve ramingen worden gebruikt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Beheer van de luchtkwaliteit*

**Art. 8.** § 1. De in artikel 2, 9° en 10°, bedoelde zones en agglomeraties worden gehergroepeerd naar gelang van het al dan niet inachtnemen van de grenswaarde.

1° Lijst I bevat de zones en agglomeraties waar het niveau van minstens één verontreinigende stof hoger ligt dan de grenswaarde plus de overschrijdingsmarge.

2° Lijst II bevat de zones en agglomeraties waar het niveau van minstens één verontreinigende stof tussen de grenswaarde en de grenswaarde plus de overschrijdingsmarge ligt.

3° Lijst III bevat de zones en agglomeraties waar de niveaus van alle verontreinigende stoffen lager zijn dan de grenswaarden.

De indeling van elke zone of agglomeratie wordt ten minste om de vijf jaar volgens de in bijlage I, deel II, vastgestelde procedure geëvalueerd. De indeling wordt eerder geëvalueerd wanneer significante wijzigingen optreden in de activiteiten die relevant zijn voor de niveaus van verontreinigende stoffen in de lucht.

§ 2. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu maakt een geïntegreerd actieplan op per zone of agglomeratie vermeld in de lijsten I en II. Dit plan slaat op alle betrokken verontreinigende stoffen en moet toelaten de grenswaarden te bereiken binnen de termijnen vermeld in de bijlagen VII tot X.

In het plan of programma moeten minstens de in bijlage VI bij dit besluit vermelde gegevens voorkomen.

§ 3. In de in lijst III vermelde zones en agglomeraties worden de niveaus van de verontreinigende stoffen onder de grenswaarden gehouden en worden maatregelen genomen voor de handhaving van de betere luchtkwaliteit die verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling.

§ 4. De Minister van Leefmilieu stelt actieplannen op die voorzien in maatregelen die op korte termijn genomen moeten worden bij gevaar voor overschrijding van de grenswaarden en/of de alarmprempels bedoeld in de bijlagen VII tot X om dat risico te verkleinen en de duur ervan te beperken.

**Art. 9.** De grenswaarden en/of alarmprempels, de stoffen, de zones en agglomeraties alsmede de plannen bedoeld in dit besluit worden regelmatig geëvalueerd (minstens om de vijf jaar) op grond van de resultaten van de medische, epidemiologische en ecologische analyses.

#### HOOFDSTUK VII. — *Informatie*

**Art. 10.** § 1. Wanneer de alarmprempels worden overschreden,

zendt de Minister van Leefmilieu de Europese Commissie binnen drie maanden na de overschrijding voorlopige gegevens over de geregistreerde niveaus en de duur van de verontreinigingsperiode(n).

§ 2. De informatie die aan het publiek wordt meegedeeld moet duidelijk, begrijpelijk en toegankelijk zijn.

De gegevens over de concentraties van de in de bijlagen VII tot X bedoelde verontreinigende stoffen worden systematisch ter inzage gelegd. Ze slaan minimaal op alle overschrijdingen inzake concentratie van de grenswaarden en alarmprempels over de in aanmerking genomen periodes bedoeld in de bijlagen VII tot X. Ze bevatten ook een summier beoordeelde ten aanzien van grenswaarden en alarmprempels, alsmede passende voorlichting over de gezondheidseffecten.

In de bijlagen VII tot X wordt uitvoerig aangegeven hoe vaak de gegevens voor elke verontreinigende stof moeten worden bijgewerkt. De in artikel 8 bedoelde plannen en hun toegangsmodaliteiten worden eveneens aan het publiek meegedeeld.

Wanneer de alarmprempels worden overschreden, wordt de bevolking ook verwittigd. De lijst van de voor elke verontreinigende stof aan de bevolking te verstrekken minimale details wordt uitvoerig omschreven in de bijlagen VII tot X.

§ 3. Wanneer het niveau van een verontreinigende stof hoger ligt of hoger zou kunnen liggen dan de grenswaarde plus de overschrijdingsmarge, of in voorkomend geval, dan de alarmprempel ten gevolge van een belangrijke verontreiniging in het Waalse Gewest, raadpleegt de Minister van Leefmilieu de betrokken Lidstaten teneinde de toestand te verhelpen.

HOOFDSTUK VIII. — *Erkenningen van de meetvoorzieningen**Afdeling 1. — Erkenning van de laboratoria*

**Art. 11.** De laboratoria worden erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die belast zijn met de monsternemingen, ontledingen, proeven en onderzoekingen, in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging.

*Afdeling 2. — Erkenning van de methodes, apparaten en netwerken*

**Art. 12.** De erkenning van de methodes, apparaten en netwerken wordt verleend voor zover de voorzieningen de voorschriften van dit besluit en met name de bijlagen II, III, deel 2 en 3, IV en V conform zijn.

**Art. 13.** De aanvraag om erkenning wordt in drie exemplaren bij ter post aangetekende brief gericht aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Ze bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam en personalia van de aanvrager;
- 2° in voorkomend geval, het aantal monsternemingspunten en de locatie ervan, overeenkomstig de bijlagen 2 en 3;
- 3° de technische eigenschappen van de gebruikte apparaten;
- 4° de meetmethoden gebruikt overeenkomstig bijlage 4;
- 5° de nauwkeurigheid van de metingen zoals bepaald in de "Guide tot the Expression of Uncertainty of Measurements" (gids voor het uitdrukken van de onzekerheid van metingen) (ISO 1993 of het bepaalde in ISO 5725-1 "Accuracy (trueness and precision) of measurement methods and results" (nauwkeurigheid - juistheid en precisie - van meetmethoden en -resultaten) (1994).

**Art. 14.** Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu onderzoekt binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvraag of ze ontvankelijk is. Het informeert de aanvrager bij ter post aangetekende brief.

De aanvraag is niet-ontvankelijk als ze niet overeenkomstig artikel 13, eerste lid, wordt ingediend en als ze de in artikel 13, tweede lid, bedoelde gegevens niet bevat.

**Art. 15.** Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu geeft de Minister van Leefmilieu advies over de aanvraag binnen een termijn van zestig dagen na de dag waarop de aanvraag ontvankelijk is verklaard.

De Minister van Leefmilieu verzendt zijn beslissing bij aangetekend schrijven binnen negentig dagen na de dag waarop de aanvraag ontvankelijk is verklaard.

**Art. 16.** De erkenning kan vergezeld gaan van voorwaarden m.b.t. :

- 1° de mededeling aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van gegevens verkregen door het gebruik van methoden, apparaten en netwerken;
- 2° de mededeling aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de wijzigingen aangebracht door de gebruiker in de methoden, apparaten en netwerken.

**Art. 17.** De Minister van Leefmilieu kan de erkenning opschorten of intrekken als de erkenningsvoorwaarden niet in acht worden genomen en nadat hij de gebruiker de mogelijkheid heeft gegeven zijn opmerkingen te doen gelden.

**Art. 18.** De erkenning loopt maximum 10 jaar.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 19.** Het koninklijk besluit van 16 maart 1983 tot vaststelling van grenswaarden en richtwaarden van de luchtkwaliteit voor zwaveldioxide en zwevende deeltjes wordt opgeheven op 19 juli 2001, met uitzondering van de artikelen 1, 2, § 1 en 3, § 1, en de bijlagen I, II en III, B, die worden opgeheven op 1 januari 2005.

Het koninklijk besluit van 3 augustus 1984 betreffende een grenswaarde van de luchtkwaliteit voor lood wordt opgeheven op 19 juli 2001, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 3, § 1 en § 2 en 6, die worden opgeheven op 1 januari 2005.

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 december 1991 tot vaststelling van luchtkwaliteitsnormen voor stikstofdioxide wordt opgeheven op 19 juli 2001, met uitzondering van de artikelen 1, § 1, 1° en § 2, 2 en 5 en de bijlagen I en III, die worden opgeheven op 1 januari 2010.

**Art. 20.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage I

VASTSTELLING VAN DE EISEN VOOR DE BEOORDELING  
VAN DE CONCENTRATIES IN DE LUCHT BINNEN EEN ZONE OF AGGLOMERATIE

## 1. Bovenste en onderste beoordelingsdrempel

Als bovenste en onderste beoordelingsdrempel worden vastgesteld :

## A) ZWAVELDIOXIDE

	Bescherming van de gezondheid	Bescherming van ecosystemen
Bovenste beoordelingsdrempel	60 % van de daggrenswaarde (75 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 3 keer per kalenderjaar worden overschreden)	60 % van de wintergrenswaarde (12 µg/m <sup>3</sup> )
Onderste beoordelingsdrempel	40 % van de daggrenswaarde (50 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 3 keer per kalenderjaar worden overschreden)	40 % van de wintergrenswaarde (8 µg/m <sup>3</sup> )

## A) STIKSTOFDIOXIDE EN STIKSTOFOXIDEN

	Uurgrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens (NO <sub>2</sub> )	Jaargrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens (NO <sub>2</sub> )	Jaargrenswaarde voor de bescherming van de vegetatie (NO <sub>2</sub> )
Bovenste beoordelingsdrempel	70 % van de daggrenswaarde (140 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 18 keer per kalenderjaar worden overschreden)	80 % van de grenswaarde (32 µg/m <sup>3</sup> )	80 % van de grenswaarde (24 µg/m <sup>3</sup> )
Onderste beoordelingsdrempel	50 % van de daggrenswaarde (100 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 18 keer per kalenderjaar worden overschreden)	65 % van de grenswaarde (26 µg/m <sup>3</sup> )	65 % van de grenswaarde (19,5 µg/m <sup>3</sup> )

## C) ZWEVENDE DEELTJES

De bovenste en onderste beoordelingsdrempel voor PM10 zijn gebaseerd op de indicatieve grenswaarden voor 1 januari 2010.

	Daggemiddelde	Jaargemiddelde
Bovenste beoordelingsdrempel	60 % van de daggrenswaarde (30 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 7 keer per kalenderjaar worden overschreden)	70 % van de grenswaarde (14 µg/m <sup>3</sup> )
Onderste beoordelingsdrempel	40 % van de daggrenswaarde (20 µg/m <sup>3</sup> mag niet meer dan 7 keer per kalenderjaar worden overschreden)	50 % van de grenswaarde (10 µg/m <sup>3</sup> )

## D) LOOD

	Jaargemiddelde
Bovenste beoordelingsdrempel	70 % van de grenswaarde (0,35 µg/m <sup>3</sup> )
Onderste beoordelingsdrempel	50 % van de grenswaarde (0,25 µg/m <sup>3</sup> )

## 2. Bepaling of de bovenste en onderste beoordelingsdrempel worden overschreden

Of de bovenste en onderste beoordelingsdrempel worden overschreden, wordt bepaald op basis van de concentraties gedurende de voorgaande vijf jaar wanneer voldoende gegevens beschikbaar zijn. Een beoordelingsdrempel wordt geacht te zijn overschreden als het totale aantal overschrijdingen van de in cijfers uitgedrukte drempelconcentratie gedurende deze vijf jaar groter is dan drie keer het aantal overschrijdingen dat per jaar is toegestaan. Wanneer gegevens over minder dan vijf jaar beschikbaar zijn, kunnen de lidstaten de gegevens van korte meetcampagnes gedurende de periode van het jaar waarin en op de plaatsen waar naar alle waarschijnlijkheid de hoogste verontreiniging wordt gemeten, combineren met resultaten die zijn verkregen uit informatie uit emissie-inventarissen en -modellen om te bepalen of de bovenste en onderste beoordelingsdrempel zijn overschreden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

## Bijlage II

CRITERIA VOOR DE BEPALING VAN HET MINIMUMAANTAL MONSTERNEMINGSPUNTEN  
VOOR VASTE METINGEN VAN DE CONCENTRATIE VAN VERONTREINIGENDE STOFFEN IN DE LUCHT

1. Minimaal aantal monsternemingspunten voor vaste metingen om in zones en agglomeraties waar vaste meting de enige bron van informatie is, te beoordelen of aan de grenswaarden voor de bescherming van de gezondheid van de mens en alarmdrempels wordt voldaan

## a) Diffuse bronnen

Bevolking van de agglomeratie of zone (in duizendtallen)	Als de concentratie hoger ligt dan de bovenste beoordelingsdrempel	Als de maximale concentratie tussen de bovenste en de onderste beoordelingsdrempel ligt	Voor SO <sub>2</sub> en NO <sub>2</sub> in agglomeraties waar de maximale concentratie lager is dan de onderste beoordelingsdrempel
0-250	1	1	niet van toepassing
250-499	2	1	1
500-749	2	1	1
750-999	3	1	1
1000-1499	4	2	1
1500-1999	5	2	1
2000-2749	6	3	2
2750-3749	7	3	2
3750-4749	8	4	2
4750-5999	9	4	2
> 6000	10	5	3
	Voor NO <sub>2</sub> en zwevende deeltjes : minimaal één station voor stedelijke achtergrond en één verkeersgericht station		

## b) Puntbronnen

Voor de beoordeling van de verontreiniging in de omgeving van puntbronnen moet het aantal monsternemingspunten voor vaste metingen worden berekend met inachtneming van de emissiedichtheid, de waarschijnlijke distributiepatronen van de luchtverontreiniging en de mogelijke blootstelling van de bevolking.

2. Minimaal aantal monsternemingspunten voor vaste metingen om in andere zones dan agglomeraties te beoordelen of aan de grenswaarden voor de bescherming van ecosystemen of vegetatie wordt voldaan :

Als de maximale concentratie hoger ligt dan de bovenste beoordelingsdrempel	Als de maximale concentratie tussen de bovenste en de onderste beoordelingsdrempel ligt
1 station per 20 000 km <sup>2</sup>	1 station per 40 000 km <sup>2</sup>

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage III

LOCATIE VAN MONSTERNEMINGSPUNTEN VOOR DE METING  
VAN VERONTREINIGENDE STOFFEN IN DE LUCHT

De volgende overwegingen zijn van toepassing op vaste metingen.

## 1. Macroschaal

## a) Bescherming van de gezondheid van de mens

De monsternemingspunten met het oog op de bescherming van de gezondheid van de mens dienen zich op een zodanige plaats te bevinden dat :

i) gegevens worden verkregen over de gebieden binnen zones en agglomeraties waar de hoogste concentraties voorkomen waaraan de bevolking direct of indirect kan worden blootgesteld gedurende een periode die in vergelijking met de middelingstijd van de grenswaarde(n) significant is;

ii) gegevens worden verkregen over de concentraties in andere gebieden binnen de zones en agglomeraties die representatief zijn voor de blootstelling van de bevolking als geheel.

De monsternemingspunten moeten zich in het algemeen op een zodanige plaats bevinden dat meting van zeer kleine micromilieus in de onmiddellijke omgeving wordt voorkomen. Als richtsnoer geldt dat een monsternemingspunt door zijn ligging representatief moet zijn voor de luchtkwaliteit in een gebied van niet minder dan 200 m<sup>2</sup> eromheen op plaatsen die sterk worden beïnvloed door het verkeer en van verscheidene vierkante kilometer op plaatsen die beïnvloed worden door een stedelijke achtergrondconcentratie.

De monsternemingspunten moeten zo mogelijk ook representatief zijn voor soortgelijke plaatsen buiten hun onmiddellijke omgeving.

## b) Bescherming van ecosystemen en vegetatie

De monsternemingspunten met het oog op de bescherming van ecosystemen en vegetatie moeten zich buiten een straal van 20 km van agglomeraties of 5 km van andere gebieden met bebouwing, industriële installaties of autosnelwegen bevinden. Ter indicatie : een monsternemingspunt moet zich op een zodanige plaats bevinden dat het representatief is voor de luchtkwaliteit in een gebied van minimaal 1000 km<sup>2</sup> daaromheen. Een monsternemingspunt mag op kortere afstand gelegen zijn of representatief zijn voor de luchtkwaliteit in een minder groot gebied in het licht van de geografische omstandigheden.

## 2. Microschaal

Voorzover uitvoerbaar moeten de volgende richtsnoeren in acht worden genomen :

— De lucht moet vrij rond de inlaatbuis kunnen stromen en er mogen geen voorwerpen zijn die de luchtstroom in de omgeving van de monsterner beïnvloeden (er moet normaal gesproken enkele meters afstand worden gehouden van gebouwen, balkons, bomen en andere obstakels en bij monsternemingspunten die representatief zijn voor de luchtkwaliteit aan de rooilijn minimaal 0,5 meter van het dichtstbijzijnde gebouw).

— De hoogte van de inlaatbuis boven de grond moet in het algemeen tussen 1,5 meter (ademhalingshoogte) en 4 meter liggen. In sommige gevallen kan een grotere hoogte (tot 8 meter) nodig zijn. Een grotere hoogte kan ook nuttig zijn als het station representatief moet zijn voor een groot gebied.

— De inlaatbuis mag zich niet heel dicht in de omgeving van bronnen bevinden om te voorkomen dat de uitstoot daarvan rechtstreeks en zonder menging met de buitenlucht in de inlaatbuis terecht komt.

— De uitlaatbuis van de monsterner moet zich op een zodanige plaats bevinden dat de lucht daaruit niet opnieuw in de inlaatbuis terecht kan komen.

— Locatie van verkeersgerichte monsternemers :

— deze monsternemingspunten moeten voor alle verontreinigende stoffen tenminste 25 meter van de rand van grote kruispunten en tenminste 4 meter van het midden van de dichtstbijzijnde rijbaan verwijderd zijn;

— voor stikstofdioxide moeten de inlaatbuizen zich op niet meer dan 5 meter van de wegrand bevinden;

— voor zwevende deeltjes en lood moeten de inlaatbuizen zich op een zodanige plaats bevinden dat ze representatief zijn voor de luchtkwaliteit in de buurt van de rooilijn.

Ook met de volgende factoren kan rekening worden gehouden : - storende bronnen;

— veiligheid;

— toegankelijkheid;

— beschikbaarheid van elektriciteit en telefoonlijnen;

— zichtbaarheid in vergelijking met de omgeving;

— veiligheid van het publiek en personeel;

— de wenselijkheid om de monsternemingspunten voor verschillende verontreinigende stoffen op dezelfde plaats onder te brengen;

— eisen in verband met ruimtelijke ordening.

## 3. Documentatie en evaluatie van de gekozen locaties

De procedures voor de keuze van de locaties moeten tijdens de classificatie volledig worden gedocumenteerd met behulp van bijvoorbeeld windstreekfoto's van de omgeving en een gedetailleerde kaart. De locaties moeten geregeld worden geëvalueerd, waarbij opnieuw documentatie moet worden aangelegd om ervoor te zorgen dat de selectiecriteria in de loop van de tijd geldig blijven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage IV

## REFERENTIEMETHODEN VOOR DE BEOORDELING VAN CONCENTRATIES

## 1. Referentiemethode voor de analyse van zwaveldioxide

ISO/FDIS 10498 (norm in ontwerp) Lucht - Bepaling van zwaveldioxide - UV-fluorescentiemethode.

Andere methoden mogen worden toegepast waarvan kan worden aangetoond dat ze resultaten opleveren die gelijkwaardig zijn aan de met bovenstaande methode verkregen resultaten.

## 2. Referentiemethode voor de analyse van stikstofdioxide en stikstofdioxiden

ISO 7996 : 1985 Lucht - Bepaling van de massaconcentraties van stikstofdioxiden - chemoluminescentiemethode.

Andere methoden mogen worden toegepast waarvan kan worden aangetoond dat ze resultaten opleveren die gelijkwaardig zijn aan de met bovenstaande methode verkregen resultaten.

## 3.A. Referentiemethode voor de monsterneming van lood

De referentiemethode voor de monsterneming van lood is die welke beschreven wordt in de bijlage bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1984 betreffende een grenswaarde van de luchtkwaliteit voor lood, totdat aan de grenswaarde in bijlage IX van dit besluit moet worden voldaan; daarna is de referentiemethode die voor PM10 zoals omschreven in deel IV van deze bijlage.

Andere methoden mogen worden toegepast waarvan kan worden aangetoond dat ze resultaten opleveren die gelijkwaardig zijn aan de met bovenstaande methode verkregen resultaten.

## 3.B Referentiemethode voor de analyse van lood

ISO 9855 : 1993 Lucht - Bepaling van het gehalte aan zwevende looddeeltjes in in filters opgevangen aerosolen. Methode van de atomaire absorptiespectroscopie.

Andere methoden mogen worden toegepast waarvan kan worden aangetoond dat ze resultaten opleveren die gelijkwaardig zijn aan de met bovenstaande methode verkregen resultaten.

## 4. Referentiemethode voor monsterneming en meting van PM10

De methode die in prEN 12341 wordt beschreven "Air Quality - Field Test Procedure to Demonstrate Reference Equivalence of Sampling Methods for the PM10 fraction of particulate matter". De meting is gebaseerd op het opvangen op een filter van de PM10-fractie van zwevende deeltjes in de lucht en het bepalen van de gravimetrische massa.

Andere methoden mogen worden toegepast waarvan kan worden aangetoond dat ze resultaten opleveren die gelijkwaardig zijn aan de met bovenstaande methode verkregen resultaten, of andere methoden waarvan kan worden aangetoond dat ze een constante samenhang met de referentiemethode vertonen. In dat geval moeten de met die methode verkregen resultaten met een juiste factor worden gecorrigeerd zodat er resultaten worden gegenereerd die gelijkwaardig zijn aan die welke de toepassing van de referentiemethode zou hebben opgeleverd.

## 5. Voorlopige referentiemethode voor monsterneming en meting van PM2,5

Elke andere geschikte methode mag worden toegepast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET



## Bijlage V

KWALITEITSDOELSTELLINGEN VOOR DE GEGEVENS EN VERZAMELING  
VAN DE RESULTATEN VAN DE BEOORDELING VAN DE LUCHTKWALITEIT

## 1. Kwaliteitsdoelstellingen voor de gegevens

De volgende kwaliteitsdoelstellingen voor de gegevens gelden als richtsnoer voor kwaliteitsborgingsprogramma's (vereiste nauwkeurigheid van de beoordelingsmethodes en minimaal bestreken tijd en gegevensvastlegging van de metingen).

	Stikstofdioxide, stikstofoxiden en zwaveldioxide	Zwevende deeltjes en lood
Continumetingen Nauwkeurigheid Minimale gegevensvastlegging	15 % 90 %	25 % 90 %
Indicatieve metingen Nauwkeurigheid Minimale gegevensvastlegging Minimale bestreken tijd	25 % 90 % 14 % (één willekeurige meting per week, gelijkmatig over het jaar gespreid, of acht gelijkmatig over het jaar gespreide weken)	50 % 90 % 14 % (één willekeurige meting per week, gelijkmatig over het jaar gespreid, of acht gelijkmatig over het jaar gespreide weken)
Modellen Nauwkeurigheid : Uurgemiddelden Daggemiddelden Jaargemiddelden	50 % - 60 % 50 % 30 %	momenteel niet vastgesteld 50 %
Objectieve ramingen Nauwkeurigheid :	75 %	100 %

De nauwkeurigheid van de meting wordt overeenkomstig de "Guide to the Expression of Uncertainty of Measurements" (gids voor het uitdrukken van de onzekerheid van metingen) (ISO 1993), of het bepaalde in ISO 5725-1 "Accuracy (trueness and precision) of measurement methods and results" (nauwkeurigheid - juistheid en precisie - van meetmethoden en -resultaten) (1994) gedefinieerd. De percentages in de tabel betreffen afzonderlijke metingen gemiddeld over het tijdvak van de grenswaarde, en hebben betrekking op een betrouwbaarheidsinterval van 95 % (afwijking + 2 x de standaard-deviatie). De nauwkeurigheid van continumetingen dient zo te worden geïnterpreteerd dat ze in de buurt van de geëigende grenswaarde kan worden toegepast.

De nauwkeurigheid van de modellen en objectieve ramingen wordt gedefinieerd als de maximale afwijking van de gemeten en berekende concentratieniveaus, over het tijdvak van de grenswaarde, waarbij het tijdstip van de gebeurtenissen buiten beschouwing is gelaten.

In de vereisten voor de minimale gegevensvastlegging en de minimaal bestreken tijd wordt geen rekening gehouden met verlies van gegevens door regelmatige kalibratie of normaal onderhoud van de instrumenten.

Bij wijze van afwijking mogen steekproefsgewijze metingen in plaats van continumetingen worden verricht voor zwevende deeltjes en lood, indien kan worden aangetoond dat de nauwkeurigheid van de betrouwbaarheidsinterval van 95 % met betrekking tot continue controle ten minste 10 % bedraagt. De steekproefsgewijze monsterneming moet gelijkmatig over het jaar worden gespreid.

## 2. Resultaten van de beoordeling van de luchtkwaliteit

De volgende informatie dient te worden verzameld voor zones of agglomeraties waar gegevens van andere bronnen dan metingen als aanvulling op de informatie van metingen of als enig middel ter beoordeling van de luchtkwaliteit worden gebruikt :

- een beschrijving van de uitgevoerde beoordelingsactiviteiten;
- de gebruikte specifieke methoden met een verwijzing naar beschrijvingen van de methode;
- bronnen van de gegevens en de informatie;
- een beschrijving van de resultaten, met inbegrip van de nauwkeurigheden en met name de omvang van een gebied of, indien relevant, de lengte van wegen binnen de zone of de agglomeratie waar de concentratie hoger ligt dan de grenswaarde(n) of, indien van toepassing, de grenswaarde(n) plus de overschrijdingsmarge(s) en waar de concentratie hoger ligt dan de bovenste beoordelingsdrempel of de onderste beoordelingsdrempel;
- voor grenswaarden die gericht zijn op de bescherming van de gezondheid van de mens : de bevolkingsgroep die mogelijk wordt aan hogere concentraties dan de grenswaarde wordt blootgesteld.

Indien mogelijk dienen kaarten te worden samengesteld met een concentratieverdeling binnen elke zone en agglomeratie.

## 3. Normalisatie

Voor zwaveldioxide en stikstofoxiden moet het volume worden genormaliseerd op een temperatuur van 293 °K en bij een druk van 101,3 kPa.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

## Bijlage VI. A

INFORMATIE DIE PER ZONE OF AGGLOMERATIE MOET WORDEN OPGENOMEN  
IN DE GEINTEGREERDE PLANNEN TER VERBETERING VAN DE LUCHTKWALITEIT

1. Plaats van de overschrijding
    - Regio. - Stad (kaart). - Meetstation (kaart, geografische coördinaten).
  2. Algemene informatie
    - Soort gebied (stad, industriezone of landelijk gebied).
    - Raming van het verontreinigde gebied (km<sup>2</sup>) en van de omvang van de populatie die aan de verontreiniging is blootgesteld.
    - Relevante klimatologische gegevens.
    - Relevante topografische gegevens.
    - Voldoende informatie over de doelgroepen in het betrokken gebied die bescherming nodig hebben.
  3. Verantwoordelijke instanties

Naam en adres van de personen die verantwoordelijk zijn voor de opstelling en tenuitvoerlegging van plannen ter verbetering.
  4. Aard en bewaking van de verontreiniging
    - Waargenomen concentraties in de voorgaande jaren (vóór de tenuitvoerlegging van de maatregelen ter verbetering).
    - Gemeten concentraties sedert de start van het project.
    - Technieken die voor de bewaking worden gebruikt.
  5. Bron van de verontreiniging
    - Lijst en cartografische voorstelling van de belangrijkste emissiebronnen die verantwoordelijk zijn voor de verontreiniging.
    - Totale emissie van deze bronnen (ton/jaar).
    - Informatie over de verontreiniging vanuit andere gebieden.
  6. Analyse van de situatie
    - Bijzonderheden over de factoren die verantwoordelijk zijn voor de overschrijding (verplaatsing, ook grensoverschrijdende; voorwaarden voor de vorming van de verontreinigende stof).
    - Bijzonderheden over mogelijke maatregelen ter verbetering van de luchtkwaliteit.
  7. Informatie over de maatregelen of projecten ter verbetering die reeds bestonden voordat dit besluit van kracht werd
    - Plaatselijke, regionale, nationale en internationale maatregelen.
    - Waargenomen effecten van deze maatregelen.
  8. Informatie over maatregelen of projecten teneinde de verontreiniging te beperken, die zijn goedgekeurd nadat dit besluit van kracht is geworden
    - Opsomming en beschrijving van alle opgenomen of geplande maatregelen.
    - Tijdschema voor de tenuitvoerlegging.
    - Raming van de verwachte verbetering van de luchtkwaliteit en de tijd die nodig is om die doelstellingen te realiseren.
  9. Informatie over de maatregelen of projecten die voor de lange termijn zijn vastgesteld of gepland.
  10. Lijst van publicaties, documenten, werkzaamheden enz. ter aanvulling van de in deze bijlage gevraagde informatie.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage VI. B

INFORMATIE DIE MOET WORDEN OPGENOMEN IN DE PLAATSELIJKE,  
REGIONALE OF NATIONALE PROGRAMMA'S TER VERBETERING VAN DE LUCHTKWALITEIT

1. Plaats van de overschrijding
    - Regio. - Stad (kaart). - Meetstation (kaart, geografische coördinaten).
  2. Algemene informatie
    - Soort gebied (stad, industriezone of landelijk gebied).
    - Raming van het verontreinigde gebied (km<sup>2</sup>) en van de omvang van de populatie die aan de verontreiniging is blootgesteld.
    - Relevante klimatologische gegevens.
    - Relevante topografische gegevens.
    - Voldoende informatie over de doelgroepen in het betrokken gebied die bescherming nodig hebben.
  3. Verantwoordelijke instanties naam en adres van de personen die verantwoordelijk zijn voor de opstelling en tenuitvoerlegging van plannen ter verbetering.
  4. Aard en bewaking van de verontreiniging
    - Waargenomen concentraties in de voorgaande jaren (vóór de tenuitvoerlegging van de maatregelen ter verbetering).
    - Gemeten concentraties sedert de start van het project.
    - Technieken die voor de bewaking worden gebruikt.
  5. Bron van de verontreiniging
    - Lijst van de belangrijkste emissiebronnen die verantwoordelijk zijn voor de verontreiniging (kaart).
    - Totale emissie van deze bronnen (ton/jaar).
    - Informatie over de verontreiniging vanuit andere gebieden.
  6. Analyse van de situatie
    - Bijzonderheden over de factoren die verantwoordelijk zijn voor de overschrijding (verplaatsing, ook grensoverschrijdende; vorming).
    - Bijzonderheden over mogelijke maatregelen ter verbetering van de luchtkwaliteit.
  7. Informatie over de maatregelen of projecten ter verbetering die reeds bestonden voordat dit besluit van kracht werd
    - Plaatselijke, regionale, nationale en internationale maatregelen.
    - Waargenomen effecten van deze maatregelen.
  8. Informatie over maatregelen of projecten teneinde de verontreiniging te beperken, die zijn goedgekeurd nadat dit besluit van kracht is geworden.
    - Opsomming en beschrijving van alle in het project opgenomen maatregelen.
    - Tijdschema voor de tenuitvoerlegging.
    - Raming van de verwachte verbetering van de luchtkwaliteit en de tijd die nodig is om die doelstellingen te realiseren.
  9. Informatie over de maatregelen of projecten die voor de lange termijn zijn vastgesteld of gepland
  10. Lijst van publicaties, documenten, werkzaamheden, enz. ter aanvulling van de in deze bijlage gevraagde informatie.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage VII

## ZWAVELDIOXIDE

## 1. Grenswaarden voor zwaveldioxide

De grenswaarden worden uitgedrukt in  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ . Het volume moet genormaliseerd worden op een temperatuur van 293 °K en bij een druk van 101,3 kPa.

	Middelingstijd	Grenswaarde	Overschrijdingswaarde	Datum waarop aan de grenswaarde moet worden voldaan
1. Uurgrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	1 uur	350 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ mag niet meer dan 24 keer per kalenderjaar worden overschreden	150 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ (43 %) op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2005	1 januari 2005
2. Daggrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	24 uur	125 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ mag niet meer dan drie keer per kalenderjaar worden overschreden	geen	1 januari 2005
Grenswaarde voor de bescherming van ecosystemen	kalenderjaar en winter (1 oktober tot en met 31 maart)	20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$	geen	19 juli 2001

## 2. Alarmdrempel voor zwaveldioxide

500  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , gemeten gedurende drie opeenvolgende uren op plaatsen die representatief zijn voor de luchtkwaliteit boven minimaal 100  $\text{km}^2$  of boven een volledige zone of agglomeratie, indien deze een kleinere oppervlakte beslaat.

## 3. Bij overschrijding van de alarmdrempel voor zwaveldioxide aan het publiek te verstrekken gegevens

De volgende gegevens moeten minimaal aan het publiek worden verstrekt :

- datum, tijdstip en plaats van de overschrijding en de reden ervan, indien bekend;
- prognoses :
- de ontwikkeling van de concentratie (verbetering, stabilisatie of verslechtering), de reden van de voorspelde ontwikkeling,
- het betrokken geografische gebied,
- de duur;
- de bevolkingsgroep die mogelijk kwetsbaar is voor de overschrijding;
- de door die bevolkingsgroep te treffen voorzorgsmaatregelen.

## 4. Frequentie voor de bijwerking van de informatie

De informatie betreffende de concentraties in de lucht wordt tenminste dagelijks bijgewerkt en, als het mogelijk is, wordt de informatie betreffende de uurwaarden elk uur bijgewerkt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage VIII

STIKSTOFDIOXIDE (NO<sub>2</sub>) EN STIKSTOFOXIDEN (NO<sub>x</sub>)

## 1. Grenswaarden voor stikstofdioxide en stikstofoxiden

De grenswaarden worden uitgedrukt in µg/m<sup>3</sup>. Het volume moet genormaliseerd worden op een temperatuur van 293 °K en bij een druk van 101,3 kPa.

	Middelingstijd	Grenswaarde	Overschrijdingswaarde	Datum waarop aan de grenswaarde moet worden voldaan
1. Uurgrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	1 uur	200 µg/m <sup>3</sup> NO <sub>2</sub> mag niet meer dan 18 keer per kalenderjaar worden overschreden	50 % op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2010	1 januari 2010
2. Jaargrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	kalenderjaar	40 µg/m <sup>3</sup> NO <sub>2</sub>	50 % op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2010	1 januari 2010
Jaargrenswaarde voor de bescherming van vegetatie	kalenderjaar	30 µg/m <sup>3</sup> NO <sub>x</sub>	geen	19 juli 2001

## 2. Alarmdrempel voor stikstofdioxide en stikstofoxiden

400 µg/m<sup>3</sup> gemeten gedurende drie opeenvolgende uren op plaatsen die representatief zijn voor de luchtkwaliteit boven minimaal 100 km<sup>2</sup> of boven een volledige zone of agglomeratie indien deze een kleinere oppervlakte beslaat.

3. Bij overschrijding van de alarmdrempel voor stikstofdioxide en stikstofoxiden aan het publiek te verstrekken gegevens, overeenkomstig artikel 8

De volgende gegevens moeten minimaal aan het publiek worden verstrekt :

- datum, tijdstip en plaats van de overschrijding en de reden ervan, indien bekend,
- prognoses :
- de ontwikkeling van de concentratie (verbetering, stabilisatie of verslechtering),
- de reden van de voorspelde ontwikkeling,
- het betrokken geografisch gebied,
- de duur;
- bevolkingsgroep die mogelijk kwetsbaar is voor de overschrijding;
- door die bevolkingsgroep te treffen voorzorgsmaatregelen.

## 4. Frequentie voor de bijwerking van de informatie

De informatie betreffende de concentraties in de lucht wordt ten minste dagelijks bijgewerkt en, als het mogelijk is, wordt de informatie betreffende de uurwaarden elk uur bijgewerkt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

## Bijlage IX

## ZWEVENDE DEELTJES (PM10)

## 1) Grenswaarden voor zwevende deeltjes (PM10)

	Middelingstijd	Grenswaarde	Overschrijdingswaarde	Datum waarop aan de grenswaarde moet worden voldaan
--	----------------	-------------	-----------------------	---

## FASE I

Daggrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	24 uur	50 µg/m <sup>3</sup> PM10 mag niet meer dan 35 keer per kalenderjaar worden overschreden	50 % op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2005	1 januari 2005
Jaargrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	kalenderjaar	40 µg/m <sup>3</sup> PM10	20 % op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2005	1 januari 2005

## FASE II (1)

Daggrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	24 uur	50 µg/m <sup>3</sup> PM10 mag niet meer dan 7 keer per kalenderjaar worden overschreden	te rekenen op grond van gegevens; moet overeenstemmen met de grenswaarde van fase I	1 januari 2010
Jaargrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	kalenderjaar	20 µg/m <sup>3</sup> PM10	50 % op 1 januari 2005, daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2010	1 januari 2010

## 2) Frequentie van de bijwerking van de informatie

De informatie betreffende de concentraties in de lucht wordt dagelijks bijgewerkt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

(1) Indicatieve grenswaarden die opnieuw moeten worden onderzocht in het licht van bijkomende informatie betreffende de gevolgen voor de gezondheid en het milieu, de technische haalbaarheid en de verworven ervaring m.b.t. de toepassing van de grenswaarden van fase I



## Bijlage X

## LOOD

## 1) Grenswaarden voor lood

	Middelingstijd	Grenswaarde	Overschrijdingswaarde	Datum waarop aan de grenswaarde moet worden voldaan
Jaargrenswaarde voor de bescherming van de gezondheid van de mens	Kalenderjaar	0,5 µg/m <sup>3</sup>	100 % op 19 juli 1999, op 1 januari 2001 en daarna om de twaalf maanden met een gelijkblijvend jaarpercentage afnemend tot 0 % uiterlijk 1 januari 2005 of uiterlijk 1 januari 2010 in de onmiddellijke omgeving van specifieke puntbronnen	1 januari 2005 of 1 januari 2010, in de onmiddellijke omgeving van specifieke industriële bronnen, die gelegen zijn op door tientallen jaren van industriële activiteiten vervuilde plaatsen (1). In dergelijke gevallen bedraagt de grenswaarde vanaf 1 januari 2005 1,0 µg/m <sup>3</sup> .

## 2) Frequentie van de bijwerking van de informatie

De informatie betreffende de concentratie in de lucht wordt om de drie maanden bijgewerkt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2000 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit.

Namen, 23 juni 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

(1) Het gebied waarin hogere grenswaarden voorkomen mag zich niet verder uitstrekken dan 1 000 meter vanaf deze specifieke bronnen.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 1709

[C — 2000/31207]

15 DECEMBRE 1999. — Décret modifiant le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, les mots « conformément aux §§ 2 à 6 » sont remplacés par les mots « conformément aux §§ 2 à 6bis ».

**Art. 3.** L'article 7, § 3, 3<sup>o</sup>, du décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> Chaque année, les charges totales de la Région et de la Commission sont calculées en multipliant le montant déterminé en application de l'article 83quater, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, dernier tiret, de la loi du 12 janvier 1989, par le coefficient obtenu en application du point 2 ».

**Art. 4.** Dans l'article 7 du décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, il est inséré un § 6bis rédigé comme suit :

« § 6bis. A partir de l'année 2000, les dotations octroyées à la Commission et à la Région en application des paragraphes précédents, sont respectivement diminuées de 800 millions de francs et 2,4 milliards de francs, multipliés par un coefficient déterminé de commun accord par les deux Gouvernements et le Collège sans que ce coefficient ne puisse être inférieur à 1 ni supérieur à 1,5. Pour l'année 2000, le coefficient susvisé est égal à 1. A partir de 2001, à défaut d'accord, le coefficient est égal au coefficient de l'année précédente.

Le montant de la déduction calculé en application de l'alinéa précédent est adapté annuellement aux taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation. En attendant la fixation définitive de cet indice, les montants sont adaptés en fonction du taux de fluctuation de l'indice moyen au cours de l'année précédente. »